



# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**30 Juin 2021**



# **ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**30 Juin 2021**

## SOMMAIRE

<b>Attestation du Rapport Financier Semestriel.....</b>	<b>3</b>
<b>Rapport Semestriel d'Activité.....</b>	<b>5</b>
<b>Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle.....</b>	<b>12</b>
<b>États Financiers Consolidés.....</b>	<b>16</b>

## Attestation de la personne physique responsable du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. Le rapport de gestion inclus dans le présent rapport financier ne contient pas toutes les informations visées par le code de commerce. Celles-ci seront incluses dans le rapport de gestion qui sera présenté à l'assemblée générale des actionnaires.



Le 23 Juillet 2021  
La Présidente du Conseil d'Administration  
Clotilde Delbos

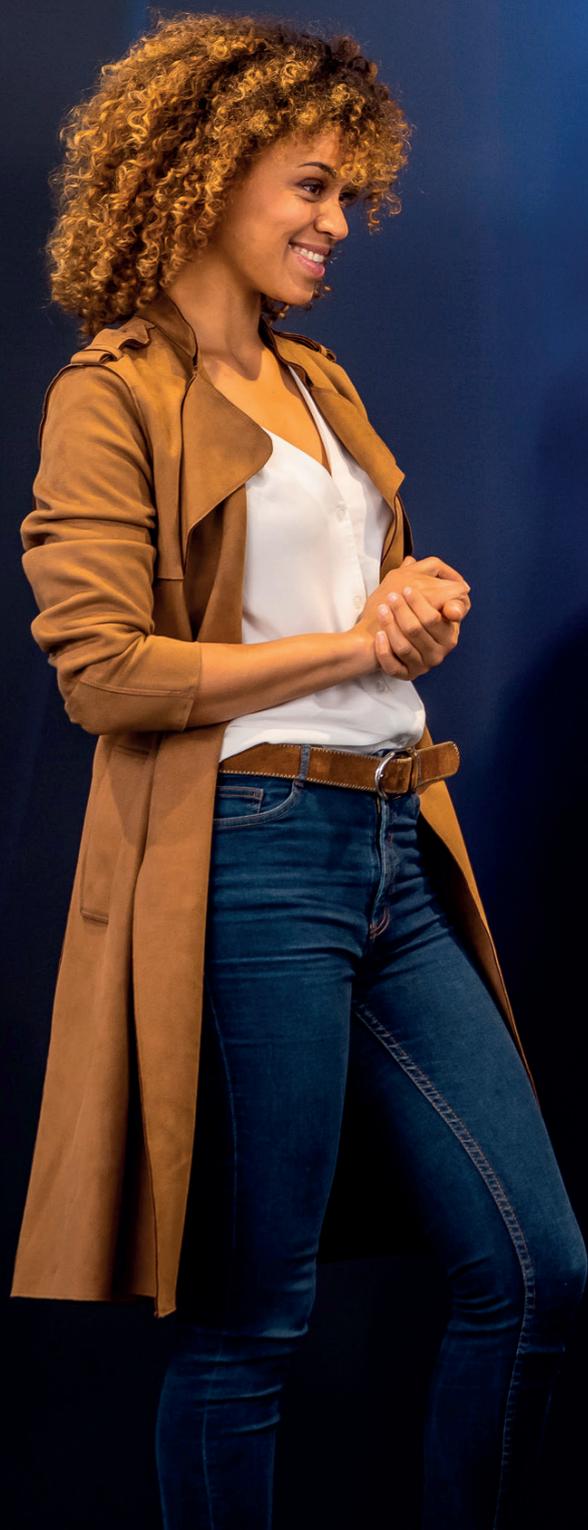


# **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ**

**30 Juin 2021**

# ACTIVITÉS ET RÉSULTATS

1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2021



# RCI BANK AND SERVICES <sup>(1)</sup> EN BREF

RCI Bank and Services propose des solutions financières et des services pour faciliter l'accès à la mobilité automobile des clients de l'Alliance<sup>(2)</sup>. En tenant compte des spécificités de chacune des marques et en anticipant les nouveaux besoins et usages de leurs clients, RCI Bank and Services accompagne leurs politiques commerciales pour conquérir et fidéliser de nouveaux clients.

RCI Bank and Services est à la croisée de trois univers : l'automobile par son histoire, la banque par son métier et les services par ses offres. Au quotidien et dans 36 pays à travers le monde, RCI Bank and Services accompagne le développement des marques de l'Alliance et de leurs réseaux de distributeurs, en proposant une gamme complète de solutions de financements, d'assurances et de services à leurs clients.

## Des offres sur-mesure, pour chaque type de clientèle

**Aux clients Particuliers**, nous proposons des offres de financements et des services adaptés à leurs projets et à leurs usages pour faciliter, accompagner et enrichir leur expérience, tout au long de leur parcours de mobilité automobile. Nos solutions et services s'appliquent aux véhicules neufs comme aux véhicules d'occasion.

**Aux clients Professionnels**, nous fournissons une grande diversité de solutions de mobilité, pour les libérer des contraintes liées à la gestion de leur parc de véhicules et leur permettre de se concentrer sur leur cœur de métier.

**Aux Réseaux des marques** de l'Alliance, nous apportons un soutien actif en finançant les stocks (de véhicules neufs, véhicules d'occasion et pièces détachées), ainsi que les besoins de trésorerie à court terme.

## L'activité banque d'épargne, un pilier du refinancement de l'entreprise

Lancée en 2012, l'activité de collecte d'épargne est présente sur six marchés : France, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Brésil, Espagne.

La collecte de dépôts constitue un levier de diversification des sources de refinancement de l'activité du groupe. Les montants collectés atteignent 21,1 Md€, soit environ 45 % des actifs nets à fin juin 2021<sup>(3)</sup>.

## Plus de 3 800 collaborateurs engagés sur quatre régions

Nos collaborateurs interviennent dans 36 pays, répartis dans quatre grandes Régions du monde : Europe<sup>(4)</sup> ; Amériques ; Afrique – Moyen-Orient – Inde et Pacifique ; Eurasie.

### ■ NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS VÉHICULES

(en milliers)



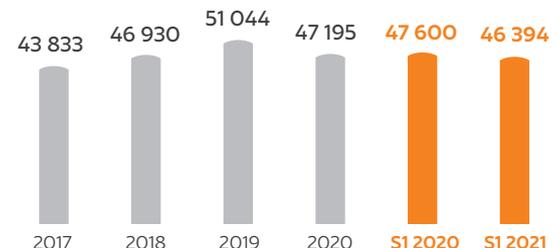
### ■ NOUVEAUX FINANCEMENTS

(hors prêts personnels et cartes de crédit / en millions d'euros)



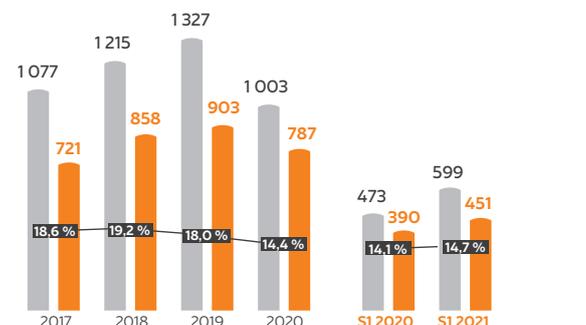
### ■ ACTIFS NETS À FIN <sup>(3)</sup>

(en millions d'euros)



### ■ RÉSULTATS

(en millions d'euros)



● Résultat avant impôts en M€ ● Résultats après impôts (part des actionnaires de la société mère)  
● Return On Equity (ROE)

(1) RCI Bank and Services est le nom commercial de l'entreprise depuis février 2016 mais sa dénomination sociale est inchangée et demeure RCI Banque S.A.  
 (2) RCI Bank and Services accompagne les marques de Renault Group (Renault, Dacia, Alpine, Renault Samsung Motors, Lada) dans le monde, du Groupe Nissan (Nissan, Infiniti, Datsun) principalement en Europe, au Brésil, en Argentine, en Corée du Sud et sous la forme de joint-ventures en Russie et en Inde, et de Mitsubishi Motors aux Pays-Bas.  
 (3) Actifs nets à fin : encours net total à fin + opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions.  
 (4) Le changement de région de la Roumanie, anciennement "Eurasie", se traduit sur le périmètre RCI par l'intégration à la région "Europe".

# ACTIVITÉ COMMERCIALE S1 2021

**Dans un contexte toujours perturbé par la pandémie Covid-19, RCI Bank and Services affiche des nouveaux financements en croissance de 12,5 % par rapport au premier semestre 2020, sous l'effet combiné de la progression des dossiers de financement VN et VO et des montants moyens financés.**

Dans un marché automobile en rebond de 32,3 % sur le périmètre d'implantation des filiales de RCI Bank and Services, les volumes des marques de l'Alliance s'établissent à 1,5 million de véhicules au 1er semestre 2021. Le taux d'intervention de RCI Bank and Services atteint 44,3 %<sup>(1)</sup>, en progression de 1,3 point par rapport au 1er semestre 2019<sup>(2)</sup>, avant la crise sanitaire.

RCI Bank and Services a financé 716 220 dossiers sur le premier semestre 2021, en progression de 8,8 % par rapport à fin juin 2020. L'activité Financements VO affiche une progression de 13,5 % par rapport à fin juin 2020 avec 178 684 dossiers financés.

Les nouveaux financements (hors cartes et prêts personnels) s'élèvent à 8,7 Md€, soit une hausse de 12,5 %, en lien avec la progression des dossiers de financement et également du fait d'un montant moyen financé en progression de 3,4 %.

Les actifs productifs moyens (APM)<sup>(3)</sup> liés à l'activité Clientèle s'élèvent à 37,5 Md€ sur le 1er semestre 2021. Hors effet change négatif de - 356 M€, ils progressent légèrement de 0,3 %, grâce à la croissance des nouveaux financements sur le 1er semestre 2021.

Les actifs productifs moyens liés à l'activité Réseau s'établissent à 7,9 Md€, soit une baisse de - 23,2 %, conséquence des impacts de la pénurie des semi-conducteurs sur la fabrication des véhicules, et de la stratégie d'optimisation des stocks de véhicules du réseau mise en place par les marques du Groupe Renault. Au global, les actifs productifs moyens s'établissent à 45,5 Md€, soit un retrait de - 5,5 % par rapport au premier semestre 2020.

Pilier de la stratégie du groupe, le nombre de services vendus sur le premier semestre 2021 représente 2,3 millions de contrats d'assurances et de services, en progression de 18,8 %, dont 72 % sont des prestations associées au client et à l'usage du véhicule.

La Région Europe reste le cœur de l'activité de RCI Bank and Services, avec des nouveaux financements (hors cartes et prêts personnels) qui s'élèvent à 7,6 Md€, en progression de 16,2 % par rapport à juin 2020 et qui représentent 87 % des nouveaux financements du groupe. La croissance est concentrée sur la France, l'Italie, le UK et l'Espagne.

La Région Amériques a été encore particulièrement impactée par la crise sanitaire lors du premier semestre 2021. Les nouveaux financements progressent néanmoins de 12,2 % par rapport à juin 2020, pour s'établir à 0,5 Md€. La croissance est concentrée sur la Colombie, qui compense les légers reculs du Brésil et de l'Argentine.

Les nouveaux financements de la Région Afrique - Moyen-Orient - Inde et Pacifique s'élèvent à 0,4 Md€, en net recul de 31,5 % par rapport à juin 2020. La décroissance est liée au recul de près de 50 % des ventes des constructeurs en Corée, la performance commerciale de la filiale RCI reste en revanche très bonne, avec un taux d'intervention de 57,8 %.

Les nouveaux financements de la Région Eurasie s'établissent à 0,2 Md€, soit une progression de 30,2 % par rapport à juin 2020, bénéficiant notamment des bonnes performances de la Turquie. Les nouveaux financements de la Turquie augmentent en effet de 34,1 % pour atteindre 73 M€. En parallèle, les nouveaux financements de la Russie progressent de 27,8 % pour atteindre 113 M€.

(1) Taux d'intervention global hors sociétés mises en équivalence (Russie, Turquie et Inde).

(2) Le taux d'intervention est en recul de 3,4 points par rapport au 1er semestre 2020 en raison de la distorsion du mix intervenu au cours de cette période et des mesures de confinement.

(3) Actifs productifs moyens : les APM correspondent aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle. Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin de mois. Pour le réseau, il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

	Taux d'intervention financements RCI Banque (en %)		Nouveaux dossiers véhicules (en milliers)		Nouveaux financements Hors Cartes et PP (en millions d'euros)		Actifs nets à fin (en millions d'euros) <sup>(5)</sup>		Dont actifs nets à fin clientèle (en millions d'euros) <sup>(5)</sup>		Dont actifs nets à fin réseau (en millions d'euros) <sup>(5)</sup>	
	S1 2021	S1 2020	S1 2021	S1 2020	S1 2021	S1 2020	S1 2021	S1 2020	S1 2021	S1 2020	S1 2021	S1 2020
<b>Marché VP+PVU<sup>(4)</sup></b>	<b>45,9 %</b>	<b>48,2 %</b>	<b>543</b>	<b>495</b>	<b>7 564</b>	<b>6 508</b>	<b>42 133</b>	<b>43 287</b>	<b>34 462</b>	<b>33 839</b>	<b>7 671</b>	<b>9 453</b>
<b>EUROPE</b>	<b>45,9 %</b>	<b>48,2 %</b>	<b>543</b>	<b>495</b>	<b>7 564</b>	<b>6 508</b>	<b>42 133</b>	<b>43 287</b>	<b>34 462</b>	<b>33 839</b>	<b>7 671</b>	<b>9 453</b>
dont Allemagne	42,1 %	50,9 %	68	77	1 014	1 166	8 121	8 137	6 816	6 773	1 305	1 364
dont Espagne	50,2 %	51,1 %	49	42	636	506	3 883	4 437	3 362	3 493	521	944
dont France	50,3 %	51,9 %	210	187	2 914	2 360	15 806	15 638	12 375	11 972	3 431	3 666
dont Italie	66,7 %	63,7 %	80	60	1 152	874	5 526	5 802	4 902	4 757	624	1 045
dont Royaume-Uni	33,7 %	40,0 %	55	43	911	663	4 225	4 248	3 695	3 361	530	887
dont autres pays	33,0 %	36,6 %	80	86	937	938	4 572	5 025	3 312	3 483	1 260	1 547
<b>AMÉRIQUES</b>	<b>37,1 %</b>	<b>42,7 %</b>	<b>72</b>	<b>66</b>	<b>540</b>	<b>481</b>	<b>2 295</b>	<b>2 203</b>	<b>1 959</b>	<b>1 897</b>	<b>336</b>	<b>306</b>
dont Argentine	19,3 %	31,7 %	7	9	42	48	136	135	72	90	64	45
dont Brésil	35,8 %	41,9 %	46	45	330	338	1 574	1 578	1 363	1 391	211	187
dont Colombie	65,0 %	67,1 %	18	11	168	96	585	490	524	416	61	74
<b>AFRIQUE-MOYEN-ORIENT- INDE ET PACIFIQUE</b>	<b>32,1 %</b>	<b>43,1 %</b>	<b>45</b>	<b>51</b>	<b>421</b>	<b>614</b>	<b>1 962</b>	<b>2 105</b>	<b>1 862</b>	<b>1 999</b>	<b>100</b>	<b>106</b>
<b>EURASIE</b>	<b>13,8 %</b>	<b>30,3 %</b>	<b>57</b>	<b>47</b>	<b>186</b>	<b>143</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GROUPE RCI BANQUE</b>	<b>36,1 %</b>	<b>44,9 %</b>	<b>716</b>	<b>659</b>	<b>8 711</b>	<b>7 747</b>	<b>46 394</b>	<b>47 600</b>	<b>38 287</b>	<b>37 735</b>	<b>8 107</b>	<b>9 865</b>

(4) Les données concernent les marchés voitures particulières (VP) et petits véhicules utilitaires (PVU).

(5) Actif net à fin = Encours net total + Opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions. Les indicateurs d'activité commerciale (taux d'intervention Financements, nouveaux dossiers, nouveaux financements) incluent les sociétés consolidées par mise en équivalence.

# ÉLÉMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2021

Dans un contexte toujours perturbé par la crise sanitaire, RCI Bank and Services affiche un niveau de performance financière robuste grâce à un coût du risque et des frais maîtrisés.

## LES RÉSULTATS

Le produit net bancaire (PNB) s'établit à 940 M€, en recul de 6,9 % par rapport à fin juin 2020, principalement en lien avec le recul de 5,5 % des actifs productifs moyens. La contribution des activités de Services au PNB représente 34,2 %, en progression de 1,5 point par rapport au premier semestre 2020.

Les frais de fonctionnement s'élevaient à 305 M€, en amélioration de 3 M€ comparé à fin juin 2020. Ils représentent 1,35 % des APM, soit une hausse de 7 points de base par rapport au premier semestre 2020, du fait de la forte baisse des APM réseau. RCI Bank and Services s'inscrit pleinement dans le plan de réduction des coûts fixes du Groupe Renault.

Le coût du risque sur l'activité Clientèle (financement des particuliers et des entreprises) s'établit à 0,32 % des APM à fin juin 2021 contre 1,15 % des APM à fin juin 2020. Ce très bon niveau s'explique par l'amélioration des paramètres de risque et de l'activité de recouvrement, qui avaient été très impactés par le confinement strict au premier semestre 2020 en particulier en France, Italie, Brésil et Espagne. De plus, la mise à jour des provisions forward-looking IFRS 9 s'est traduite par une reprise de 1 M€ sur le premier semestre 2021 contre une dotation de 7 M€ sur le S1 2020.

Le coût du risque sur l'activité Réseaux (financement des concessionnaires) s'établit en reprise de -0,56 % de l'APM à fin juin 2021 contre une dotation à hauteur de 0,38 % à fin juin 2020. Cette amélioration est liée à la fois à la baisse des encours réseau et également à la mise à jour du provisionnement forward-looking IFRS 9, en reprise de 9 M€ sur le premier semestre 2021 contre une dotation de 20 M€ sur le premier semestre 2020.

Le coût du risque total s'établit à 0,16 % des APM contre 0,99 % à fin juin 2020.

Le résultat avant impôts s'établit à 599 M€ contre 473 M€ à fin juin 2020. Cette progression résulte principalement de l'amélioration du coût du risque pour 200 M€. Le résultat net consolidé - part des actionnaires de la société mère - atteint 451 M€ en 2021, contre 390 M€ à fin juin 2020.

## LE BILAN

Sur le premier semestre 2021, l'activité commerciale a continué à être négativement impactée par la crise sanitaire. La pénurie de semi-conducteurs, ainsi que la nouvelle politique d'optimisation des stocks de véhicules du réseau, ont entraîné une diminution des encours Crédit Réseau. À fin juin 2021, les actifs nets à fin<sup>(1)</sup> atteignent 46,4 Md€, contre 47,6 Md€ à fin juin 2020 (- 2,5 %).

Les capitaux propres consolidés s'élevaient à 6 725 M€ contre 5 929 M€ à fin juin 2020 (+ 13,4 %).

## LA RENTABILITÉ

Le ROE<sup>(2)</sup> est en augmentation à 14,7 % contre 14,1 % en juin 2020. Il est impacté par la hausse de résultat. Le RoRWA<sup>(3)</sup> s'élève à 2,53 % sur le premier semestre 2021 contre 2,21 % en fin juin 2020, sous l'effet de la hausse du résultat net part du groupe.

## LA SOLVABILITÉ

Le ratio de solvabilité<sup>(4)</sup> global s'établit à 19,79 % (dont ratio CET1 à 17,01 %) à fin juin 2021, contre 19,83 % (dont ratio CET1 à 17,34 %) à fin décembre 2020. Les variations du ratio CET1 sont principalement dues à l'augmentation des pondérations de risque appliquées aux investissements dans des fonds selon la nouvelle norme CRR2 (impact sur les RWA), et à l'augmentation des déductions prudentielles liées à la différence entre les pertes attendues et les provisions<sup>(5)</sup> (impact sur les fonds propres réglementaires).

Résultat consolidé (en millions d'euros)	06/2021	06/2020	12/2020	12/2019
Produit net bancaire	940	1 010	1 955	2 096
Charges générales d'exploitation <sup>(1)</sup>	(309)	(308)	(600)	(603)
Coût du risque	(36)	(236)	(353)	(177)
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises	10	10	19	21
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés <sup>(2)</sup>			(1)	(2)
Résultat sur exposition inflation <sup>(3)</sup>	(6)	(3)	(15)	(8)
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(2)	
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>599</b>	<b>473</b>	<b>1 003</b>	<b>1 327</b>
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ</b> (Part des actionnaires de la société mère)	<b>451</b>	<b>390</b>	<b>787</b>	<b>903</b>

(1) Y compris : une provision pour dispenses d'activité et les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

(2) Moins-values sur cession de titres.

(3) Retraitement du résultat des entités argentines entrées en comptabilité d'hyperinflation.

Bilan consolidé (en millions d'euros)	06/2021	06/2020	12/2020	12/2019
Encours net total dont	44 998	46 270	45 777	49 817
Crédit Clientèle	22 799	22 633	22 975	24 733
Location financière	14 092	13 772	13 908	13 439
Crédit Réseau	8 107	9 865	8 894	11 645
Opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions	1 396	1 330	1 418	1 227
Autres actifs	10 439	9 686	11 691	7 036
Fonds propres (yc résultat de l'exercice) dont	7 605	6 800	7 163	6 569
Capitaux propres	6 725	5 929	6 273	5 702
Dettes subordonnées	880	871	890	867
Emprunts obligataires	15 463	18 846	17 560	18 825
Titres de créances négociables (CD, CP, BT, BMTN)	1 145	1 144	1 172	1 948
Titrisations	3 135	2 801	3 259	3 243
Comptes d'épargne de la clientèle - Livrets Ordinaires	15 272	13 096	14 714	13 003
Dépôts à terme de la clientèle	5 801	5 463	5 794	4 708
Dettes envers les établissements de crédit, les banques centrales et autres dettes envers la clientèle (dont Schuldschein)	5 011	5 530	5 584	6 374
Autres passifs	3 401	3 606	3 640	3 410
<b>TOTAL BILAN</b>	<b>56 833</b>	<b>57 286</b>	<b>58 886</b>	<b>58 080</b>

(1) Actifs nets à fin : encours net total à fin + opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions.

(2) Le ROE (Return on Equity) est calculé en faisant le rapport du Résultat net de la période divisé par la moyenne de la situation nette (hors Résultat de la période).

(3) Le Return on Risk-Weighted Assets (RoRWA) désigne le rendement (R) des actifs pondérés par le risque (RWA, Risk-Weighted Assets). Il correspond au ratio entre le résultat net (part du groupe) et les RWA moyens de la période. Cet indicateur permet aux banques et aux établissements financiers de mieux piloter la performance de leur activité et d'orienter les prises de décisions en fonction des risques associés.

(4) Ratio intégrant les bénéfices intermédiaires net des dividendes provisionnels, après validation du régulateur conformément à l'article 26 § 2 du règlement (UE)575/2013.

(5) Les différences positives (pertes attendues supérieures aux provisions) sont déduites des fonds propres de base tandis que les différences négatives (pertes attendues inférieures aux provisions) sont ajoutées aux fonds propres Tier 2. Ces écarts sont désormais calculés contrat par contrat.

# POLITIQUE FINANCIÈRE

**Les mesures de relance budgétaire et la reprise de la demande mondiale ont soutenu les anticipations de retour de la croissance. Les perspectives économiques à court terme restent néanmoins perturbées par les incertitudes relatives à la résurgence de la pandémie de Covid-19 et au rythme de déploiement des campagnes de vaccination.**

À court terme, la progression des vaccinations et l'assouplissement progressif des mesures de confinement renforcent l'attente d'un rebond ferme de l'activité économique dans le courant de 2021. La récente hausse de l'inflation, notamment aux États-Unis, a constitué un point d'attention chez les investisseurs, engendrant un retour de la volatilité sur les rendements des obligations d'État. Toutefois, les principales banques centrales ont maintenu leur politique monétaire très accommodante et réaffirmé que les prévisions d'inflation à long terme restaient à des niveaux modérés.

La reprise aux États-Unis s'est accélérée grâce à la rapidité des campagnes de vaccinations et aux importantes mesures de relance budgétaire, permettant au PIB américain d'afficher une forte croissance annualisée de 6,4 % au premier trimestre 2021.

La Réserve fédérale a confirmé que son programme d'achat d'actifs était maintenu à 120 Md\$ par mois et resterait en place jusqu'à ce qu'une inflexion substantielle soit observée sur les créations d'emploi et les prix. Elle a également conservé le taux des Fed Funds à 0-0,25 %, mais prévoit désormais deux hausses de taux de 25 bps chacune d'ici fin 2023.

La Banque Centrale Européenne a laissé son taux directeur inchangé à -0,50 % et affirmé qu'elle devrait le maintenir à ce niveau jusqu'à ce que les perspectives de hausse des prix convergent de manière durable vers sa cible d'inflation. Elle a également poursuivi ses achats dans le cadre du Pandemic Emergency Purchase Programme (PEPP) annoncé pour une enveloppe totale de 1850 Md€ jusqu'à fin mars 2022 au minimum, et confirmé le rythme de ses achats nets mensuels d'actifs financiers à 20 Md€ (sous son Asset Purchase Programme - APP). Enfin, la BCE a continué à alimenter la liquidité du système bancaire par le biais de ses opérations de refinancement à long terme ciblées (TLTRO) qui resteront disponibles jusqu'en décembre 2021.

La Banque d'Angleterre a également maintenu sa politique monétaire accommodante. Son taux de base est resté inchangé à 0,1 %, tout comme son programme d'achat de 300 Md£ en obligations d'État ou d'entreprises non bancaires de qualité.

L'accélération de la croissance qui a fait suite à la hausse des dépenses de consommation et les contraintes d'approvisionnement marquées sur certains secteurs ont conduit à une progression des prix. Dans ce contexte, les rendements obligataires ont connu une hausse au cours du semestre. À fin Juin, le taux des bons du trésor américain à dix ans s'établissait à 1,47 %, en hausse de 56 bps par rapport à fin décembre, tandis que le rendement des obligations souveraines allemandes à dix ans augmentait de 36 bps à -0,21 %.

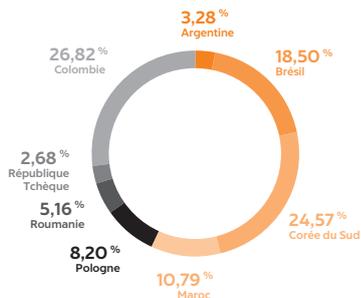
Les grands indices boursiers ont connu une hausse notable au premier semestre, au cours duquel l'Euro Stoxx 50 a progressé de +14 %. Les spreads de crédit ont continué à baisser pour atteindre les niveaux les plus bas observés en 2019 et 2020. L'index IBOXX Corporate termine le semestre à 63 bps contre 74 bps à fin 2020, dans un contexte de faible volatilité et de liquidité abondante.

En l'absence de croissance du portefeuille commercial, les besoins de financement sont restés modestes et le groupe a pris un certain nombre d'initiatives pour réduire sa réserve de liquidité qui avait atteint un plus haut historique à fin 2020. Dans ce contexte, RCI Banque n'a pas émis sur le marché obligataire et cherché à ralentir le rythme de croissance des dépôts clients, qui ont néanmoins progressé de 0,6 Md€ depuis décembre pour atteindre 21,1 Md€ soit une croissance de 3 % contre 15 % sur l'année 2020. Pour diversifier ses sources de financement, le groupe a déployé en Juillet son activité de collecte d'épargne au Pays-Bas par l'intermédiaire de la fintech Raisin.

Pour préparer l'avenir, nous avons renouvelé et augmenté de 1,4 Md€ à 1,8 Md€ notre titrisation auto-souscrite en Italie. Nous avons également mis en place un nouveau programme de titrisation privée pour refinancer les valeurs résiduelles des contrats de location financière en France. Celui-ci, actuellement utilisé pour un montant symbolique, pourra être augmenté et représente une source de financement sécurisée potentielle et nouvelle pour l'entreprise.

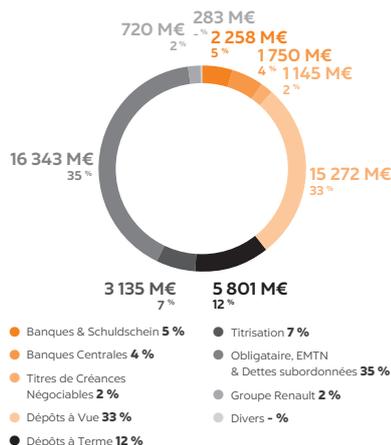
## ● RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RESSOURCES NOUVELLES À UN AN ET PLUS (HORS DÉPÔTS ET TLTRO)

(au 30/06/2021)



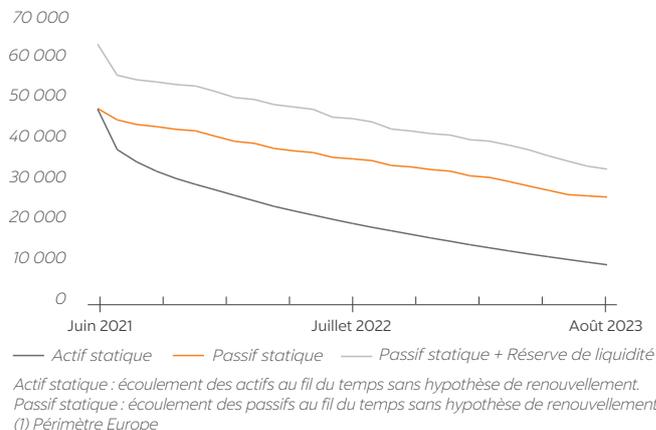
## ● STRUCTURE DE L'ENDETTEMENT

(au 30/06/2021)



## ● POSITION DE LIQUIDITÉ STATIQUE (1)

(en millions d'euros)



# POLITIQUE FINANCIÈRE

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 5,5 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 5,9 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) permettent à RCI Banque d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant plus de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure. Au 30 juin 2021, la réserve de liquidité de RCI Banque (périmètre Europe) s'établit à 16,0 Md€. Cette baisse contrôlée de - 0,6 Md€ par rapport à fin 2020 permet par ailleurs de réduire le coût de portage des excédents de trésorerie. La réserve de liquidité reste néanmoins sensiblement au-dessus des cibles internes.

La sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite de 70 M€ fixée par le groupe.

Au 30 juin 2021, une hausse parallèle des taux dont l'amplitude dépend de la devise<sup>(1)</sup> aurait un impact sur la marge nette d'intérêts (MNI) du groupe de :

- + 0,5 M€ en EUR ;
- - 1,4 M€ en BRL ;
- - 0,7 M€ en CHF ;
- + 1,5 M€ en GBP ;
- + 0,4 M€ en KRW ;
- + 0,7 M€ en PLN ;
- + 0,4 M€ en CZK.

La somme des valeurs absolues des sensibilités dans chaque devise s'élève à 6,8 M€.

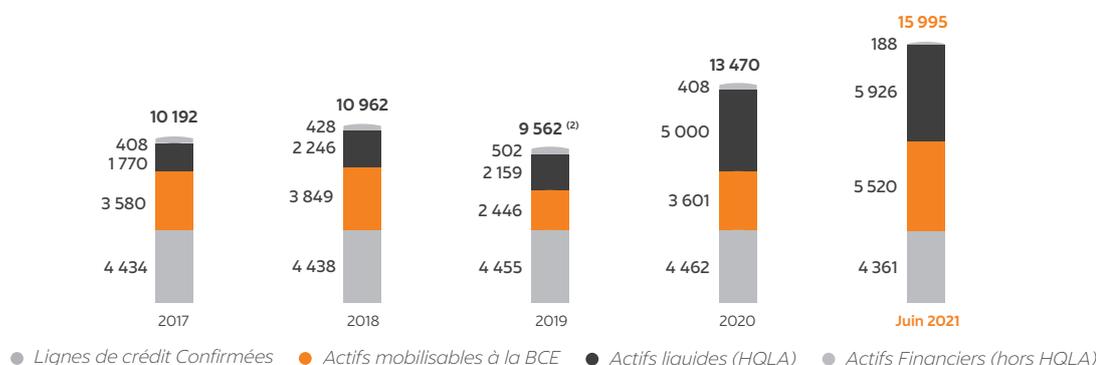
La position de change transactionnelle<sup>(2)</sup> consolidée du groupe RCI Banque atteint 4,3 M€.

(1) Depuis fin mars 2021, l'amplitude des chocs dépend de la devise du bilan des filiales. Pour la sensibilité des devises mentionnées ci-dessus, les chocs appliqués sont de : 100 bps pour l'EUR, CHF, KRW, GBP et PLN ; 200 bps pour le CZK ; 300 bps pour le BRL.

(2) Position de change excluant les titres de participations au capital des filiales.

## RESERVE DE LIQUIDITE<sup>(1)</sup>

(en millions d'euros)



(1) Périmètre Europe.

(2) La réserve de liquidité est calibrée pour atteindre l'objectif interne de continuité d'activité dans un scénario de crise. Le niveau plus bas en décembre 2019 reflète un niveau de remboursement des obligations plus faible pour l'année suivante (remboursements d'obligations respectivement 1,8 Md€ en 2020 et 2,8 M€ en 2019).

## Émissions et programmes du groupe RCI Banque

Les émissions du groupe sont réalisées par sept émetteurs : RCI Banque, DIAC, Rombo Compania Financiera (Argentine), RCI Financial Services Korea Co Ltd (Corée du Sud), Banco RCI Brasil (Brésil), RCI Finance Maroc et RCI Colombia S.A. Compañia de Financiamiento (Colombie).

Émetteur	Instrument	Marché	Montant	S & P	Moody's	Autres
RCI Banque S.A.	Programme Euro CP	euro	2 000 M€	A-3	P2	
RCI Banque S.A.	Programme Euro MTN	euro	23 000 M€	BBB- (perspective stable)	Baa2 (perspective négative)	
RCI Banque S.A.	Programme NEU CP <sup>(1)</sup>	français	4 500 M€	A-3	P2	
RCI Banque S.A.	Programme NEU MTN <sup>(2)</sup>	français	2 000 M€	BBB- (perspective stable)	Baa2 (perspective négative)	
RCI Banque S.A.	TIER 2 Subordinated Notes n° 19-517	euro	850 M€	BB	Ba2 (perspective négative)	
Diac S.A.	Programme NEU CP <sup>(1)</sup>	français	1 000 M€	A-3		
Diac S.A.	Programme NEU MTN <sup>(2)</sup>	français	1 500 M€	BBB- (perspective stable)		
Rombo Compania Financiera S.A.	Programme obligataire	argentin	6 000 MARS		A+ (arg) (perspective stable)	Fix Scr : AA (arg) (perspective négative)
RCI Financial Services Korea Co Ltd	Émissions obligataires	sud coréen	1 670 MdKRW <sup>(3)</sup>			KR, KIS, NICE : A+
Banco RCI Brasil S.A.	Émissions obligataires	brésilien	3 233 MBRL <sup>(3)</sup>		AA+.br (perspective stable)	
RCI Finance Maroc	Programme BSF	marocain	3 500 MMAD			
RCI Finance Maroc	TIER 2 Subordonné	marocain	68 MMAD			
RCI Colombia S.A. Compañia de Financiamiento	Émissions obligataires	colombien	451 MdCOP <sup>(3)</sup>	AAA.co		
RCI Colombia S.A. Compañia de Financiamiento	CDT : Certificado de Depósito a Término	colombien	665 MdCOP <sup>(3)</sup>	AAA.co		

(1) Negotiable European Commercial Paper (NEU CP), nouvelle dénomination des Certificats de Dépôts.

(2) Negotiable European Medium-Term Note (NEU MTN), nouvelle dénomination des Bons à Moyen Terme Négociables.

(3) Encours.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX  
COMPTES SUR L'INFORMATION  
FINANCIÈRE SEMESTRIELLE**

**30 Juin 2021**



**KPMG S.A.**  
**Siège social**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France



**Mazars**  
Tour EXALTIS  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

*RCI BANQUE S.A.*

***Rapport des commissaires aux comptes sur  
l'information financière semestrielle 2021***

Période du 1er janvier 2021 au 30 juin  
2021 RCI BANQUE S.A.  
15 rue d'Uzès 75002 Paris  
RCS : Paris 306 523 358



**KPMG S.A.**  
**Siège social**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

**Mazars**  
**Tour EXALTIS**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

### **RCI BANQUE S.A.**

15 rue d'Uzès 75002 Paris  
RCS : Paris 306 523 358  
Capital social : €.100 000 000 euros

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021**

Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021

A l'assemblée générale de la société RCI Banque S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société RCI Banque S.A. relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 23 juillet 2021. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes,

pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

KPMG S.A.

Mazars



Ulrich Sarfati  
Associé



Anne Veaute  
Associée



# **ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

**30 Juin 2021**

## SOMMAIRE

<b>BILAN ET COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>18</b>
<b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES .....</b>	<b>21</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES .....</b>	<b>22</b>
<b>ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES .....</b>	<b>23</b>
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS.....	23
2. FAITS MARQUANTS .....	23
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	29
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	31
5. REFINANCEMENT .....	33
6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES .....	33
7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	34

**BILAN CONSOLIDE**

<b>ACTIF - En millions d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>06/2021</b>	<b>12/2020</b>
Caisse et Banques centrales	2	5 988	7 299
Instruments dérivés de couverture	3	162	230
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	438	649
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	141	219
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 355	1 232
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	6 et 7	45 453	46 222
Actifs d'impôts courants	8	75	26
Actifs d'impôts différés	8	177	188
Créances fiscales hors impôts courants	8	145	139
Comptes de régularisation et actifs divers	8	1 206	973
Participations dans les entreprises associées et coentreprises		141	129
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	1 396	1 418
Immobilisations corporelles et incorporelles		75	83
Goodwill (ou gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses)		81	79
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>56 833</b>	<b>58 886</b>

<b>PASSIF - En millions d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>06/2021</b>	<b>12/2020</b>
Banques centrales	9.1	1 750	2 250
Instruments dérivés de couverture	3	51	84
Dettes envers les établissements de crédit	9.2	2 258	2 302
Dettes envers la clientèle	9.3	22 076	21 540
Dettes représentées par un titre	9.4	19 743	21 991
Passifs d'impôts courants	10	195	143
Passifs d'impôts différés	10	623	587
Dettes fiscales hors impôts courants	10	11	24
Comptes de régularisation et passifs divers	10	1 895	2 151
Provisions	11	181	190
Provisions techniques des contrats d'assurance	11	445	461
Dettes subordonnées	13	880	890
Capitaux propres		6 725	6 273
- Dont capitaux propres part du groupe		6 712	6 260
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		5 874	5 159
Gains ou pertes latents		(427)	(500)
Résultat de l'exercice		451	787
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		13	13
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>56 833</b>	<b>58 886</b>

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

En millions d'euros	Notes	06/2021	06/2020	12/2020
Intérêts et produits assimilés	19	919	1 018	1 928
Intérêts et charges assimilés	20	(304)	(332)	(643)
Commissions (Produits)	21	316	300	609
Commissions (Charges)	21	(139)	(109)	(250)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		2	(6)	7
Produits des autres activités	22	546	476	1 039
Charges des autres activités	22	(400)	(337)	(735)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>940</b>	<b>1 010</b>	<b>1 955</b>
Charges générales d'exploitation	23	(300)	(299)	(581)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(9)	(9)	(19)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>631</b>	<b>702</b>	<b>1 355</b>
Coût du risque	24	(36)	(236)	(353)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>595</b>	<b>466</b>	<b>1 002</b>
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises		10	10	19
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				(1)
Résultat sur exposition inflation		(6)	(3)	(15)
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(2)
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>		<b>599</b>	<b>473</b>	<b>1 003</b>
Impôts sur les bénéfices	25	(138)	(78)	(206)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>461</b>	<b>395</b>	<b>797</b>
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		10	5	10
Dont part du groupe		451	390	787
Nombre d'actions		1 000 000	1 000 000	1 000 000
Résultat net par action (1) et en euros		451,48	390,33	787,32
Résultat net dilué par action et en euros		451,48	390,33	787,32

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

## ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
<b>RESULTAT NET</b>	<b>461</b>	<b>395</b>	<b>797</b>
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	5	(3)	(4)
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>5</i>	<i>(3)</i>	<i>(4)</i>
Opérations de couverture de flux de trésorerie	22	(10)	
Variation de JV des actifs financiers	(1)		
Différences de conversion	52	(147)	(159)
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>73</i>	<i>(157)</i>	<i>(159)</i>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>78</b>	<b>(160)</b>	<b>(163)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>539</b>	<b>235</b>	<b>634</b>
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	15	(3)	8
Dont part des actionnaires de la société mère	524	238	626

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées	Ecarts de conversion (3)	Gains ou pertes latents ou différés (4)	Résultat net  (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres  (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres  (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2019</b>	<b>100</b>	<b>714</b>	<b>4 271</b>	<b>(299)</b>	<b>(40)</b>	<b>903</b>	<b>5 649</b>	<b>53</b>	<b>5 702</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent			903			(903)			
<b>Capitaux propres au 1 janvier 2020</b>	<b>100</b>	<b>714</b>	<b>5 174</b>	<b>(299)</b>	<b>(40)</b>		<b>5 649</b>	<b>53</b>	<b>5 702</b>
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					(8)		(8)	(2)	(10)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(3)		(3)		(3)
Différences de conversion				(141)			(141)	(6)	(147)
Résultat de la période avant affectation						390	390	5	395
<b>Résultat global de la période</b>				<b>(141)</b>	<b>(11)</b>	<b>390</b>	<b>238</b>	<b>(3)</b>	<b>235</b>
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(5)				(5)	(1)	(6)
Distribution de la période								(11)	(11)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								9	9
<b>Capitaux propres au 30 juin 2020</b>	<b>100</b>	<b>714</b>	<b>5 169</b>	<b>(440)</b>	<b>(51)</b>	<b>390</b>	<b>5 882</b>	<b>47</b>	<b>5 929</b>
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					6		6	4	10
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				(14)			(14)	2	(12)
Résultat de la période avant affectation						397	397	5	402
<b>Résultat global de la période</b>				<b>(14)</b>	<b>5</b>	<b>397</b>	<b>388</b>	<b>11</b>	<b>399</b>
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			1				1		1
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(11)				(11)	(45)	(56)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2020</b>	<b>100</b>	<b>714</b>	<b>5 159</b>	<b>(454)</b>	<b>(46)</b>	<b>787</b>	<b>6 260</b>	<b>13</b>	<b>6 273</b>
Affectation du résultat de l'exercice précédent			787			(787)			
<b>Capitaux propres au 1 janvier 2021</b>	<b>100</b>	<b>714</b>	<b>5 946</b>	<b>(454)</b>	<b>(46)</b>		<b>6 260</b>	<b>13</b>	<b>6 273</b>
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					15		15	6	21
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					5		5		5
Différences de conversion				53			53	(1)	52
Résultat de la période avant affectation						451	451	10	461
<b>Résultat global de la période</b>				<b>53</b>	<b>20</b>	<b>451</b>	<b>524</b>	<b>15</b>	<b>539</b>
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(3)				(3)		(3)
Distribution de la période (5)			(69)				(69)	(6)	(75)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								(9)	(9)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2021</b>	<b>100</b>	<b>714</b>	<b>5 874</b>	<b>(401)</b>	<b>(26)</b>	<b>451</b>	<b>6 712</b>	<b>13</b>	<b>6 725</b>

- (1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées – 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.
- (2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.
- (3) Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2021 concerne principalement l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Corée du sud, le Maroc, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie. Au 31 décembre 2020, il concernait l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Corée du sud, l'Inde, le Maroc, la Pologne, la Russie, la Turquie, le Royaume-Uni et la République Tchèque.
- (4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des instruments de dettes pour -5 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -21 M€ à fin juin 2021.
- (5) Distribution à l'actionnaire Renault d'un dividende sur le résultat 2020 pour 69 M€

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
<b>Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère</b>	<b>451</b>	<b>390</b>	<b>787</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9	9	18
Dotations nettes aux provisions	(49)	165	238
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(10)	(10)	(19)
Produits et charges d'impôts différés	35	(14)	(35)
Pertes et gains nets des activités d'investissement	5	1	4
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	10	5	10
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	9	(2)	(9)
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>460</b>	<b>544</b>	<b>994</b>
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(503)	175	231
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements</b>	<b>(495)</b>	<b>329</b>	<b>437</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(749)	(460)	(645)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	27	(30)	(79)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(776)	(430)	(566)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 456	3 302	5 843
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	1 089	2 345	2 721
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	367	957	3 122
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(2 021)	(635)	(757)
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	285	71	547
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(2 230)	(822)	(1 612)
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(76)	116	308
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(2)	29	44
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>(1 316)</b>	<b>2 236</b>	<b>4 485</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>(1 360)</b>	<b>2 955</b>	<b>5 709</b>
Flux liés aux actifs financiers et aux participations		5	5
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1)	(9)	(10)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>(1)</b>	<b>(4)</b>	<b>(5)</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(75)	(11)	(5)
- Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés			6
- Dividendes versés	(75)	(11)	(11)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>	<b>(75)</b>	<b>(11)</b>	<b>(5)</b>
<b>Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)</b>	<b>68</b>	<b>(87)</b>	<b>(57)</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)</b>	<b>(1 368)</b>	<b>2 853</b>	<b>5 642</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	8 111	2 469	2 469
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	7 289	1 494	1 494
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	822	975	975
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	6 743	5 322	8 111
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	5 979	4 457	7 289
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	1 161	1 101	1 010
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(397)	(236)	(188)
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>(1 368)</b>	<b>2 853</b>	<b>5 642</b>

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 15, rue d'Uzès 75002 Paris.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des ventes des marques de l'Alliance Renault - Nissan.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe RCI Banque au 30 juin portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

### 1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe RCI Banque au 30 juin 2021 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2021 qui autorisera leur publication.

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2020, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 12 février 2021 et approuvés à l'Assemblée Générale du 20 mai 2021. Il a été décidé de verser aux actionnaires un dividende de 69,4 M€ sur le résultat 2020, calculés conformément à la recommandation de la BCE (BCE /2020/62) sur les distributions de dividendes dans le contexte de la pandémie Covid-19. Ce dividende a été versé en juin 2021.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

### 2. FAITS MARQUANTS

#### - Nouvelle émission de Fonds communs de titrisation

La filiale française DIAC a mis en place un nouveau programme de titrisation privée (compartiment « Cars Alliance Auto Leases France RV MASTER ») pour refinancer les valeurs résiduelles des contrats de Location avec Option d'Achat (LOA) originés par DIAC. Celui-ci, est actuellement utilisé pour un montant de 150 M€ de titres classe A et de 127,8 M€ pour les titres de classe B auto-souscrits par DIAC S.A.

Ce montant pourra être augmenté et représente une source de financement sécurisé potentielle et nouvelle pour l'entreprise.

#### - Application de la nouvelle définition du défaut

Au cours du 1er semestre 2021, dans l'attente d'une autorisation par la BCE pour la mise en place de la nouvelle définition du défaut sur le périmètre A-IRB, l'application de la nouvelle définition s'est limitée au Brésil et aux pays en méthode standard. Pour ces derniers, les modèles de provisionnement sont restés inchangés, les expositions reclassées de stage 2 à défaut conservant leur taux de couverture. Cette approche explique la baisse du taux de provisionnement des encours en défaut.

Sur le périmètre traité en méthode avancée, la mise en œuvre de la nouvelle définition du défaut est attendue sur le 2nd semestre.

La part des encours sur la clientèle classée en défaut à juin 2021 s'établit à 791 M€ soit 2,01% contre 1,79% à fin 2020, la hausse étant entièrement imputable au changement de définition du défaut sur une partie du portefeuille.

- **Crise sanitaire Covid-19 :**

Si le contexte reste incertain et perturbé par la pandémie, il est au 1er semestre 2021 différent de celui subit en 2020. Le télétravail est resté largement appliqué au sein du Groupe, en fonction néanmoins de chaque contexte local particulier.

Le 1er semestre 2020 traduisait le plein effet de la crise Covid-19, et des mesures de confinement dans la quasi-totalité des pays dans lesquels le Groupe est présent.

Au 1er semestre 2021, en Europe principalement, les effets de la crise Covid-19 s'atténuent progressivement compte tenu des plans de soutien à l'économie encore en vigueur, et d'un déconfinement progressif rendu possible par l'accélération des campagnes de vaccination.

Les entrées en recouvrement sont restées en moyenne à un niveau inférieur ou égal à ceux connus avant la crise Covid-19 alors que les dispositifs de gestion du risque restaient dimensionnés de manière prudente. Les performances au recouvrement se sont améliorées. Cette évolution est plus notable en Europe, et moins nette dans les autres régions, notamment l'Amérique du Sud et le Maroc.

Les moratoires « covid-19 » ont été appliqués dans le cadre des définitions de l'EBA et selon les situations de chaque pays. Les renouvellements sont restés très limités en 2021, entraînant la baisse sensible des encours sous moratoires actifs. Les restructurations de dettes ont également vu leur volume chuter. Récemment, certains contextes pays plus sensibles ont amené à considérer à nouveau, de manière ciblée et limitée, quelques restructurations.

**A noter :** RCI banque n'est pas concernée par l'octroi de prêts garantis par l'État (PGE).

**Informations sur les encours soumis à des moratoires actifs 2021.06**

Zone Géographique	Clientèle		Réseaux		Total	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Europe	35,0	- 13,7	2,6	- 0,0	37,6	- 13,7
dont Allemagne	-	-	-	-	-	-
dont Espagne	0,5	- 0,0	-	-	0,5	- 0,0
dont France	-	-	-	-	-	-
dont Italie	19,2	- 12,7	0,1	- 0,0	19,2	- 12,7
dont Royaume-Uni	1,2	- 0,1	-	-	1,2	- 0,1
dont autres pays*	14,1	- 0,9	2,6	- 0,0	16,6	- 0,9
Eurasie	0,7	- 0,0	-	-	0,7	- 0,0
Afrique - Moyen Orient - Inde	-	-	-	-	-	-
Asie - Pacifique	0,0	- 0,0	-	-	0,0	- 0,0
Amériques	-	-	-	-	-	-
dont Argentine	-	-	-	-	-	-
dont Brésil	-	-	-	-	-	-
dont Colombie	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>35,7</b>	<b>- 13,7</b>	<b>2,6</b>	<b>- 0,0</b>	<b>38,3</b>	<b>- 13,7</b>

\*Pour le réseau, les encours des autres pays concernés sont en particulier l'Irlande (2,5M€). Pour la clientèle, les encours des autres pays concernés sont en particulier le Portugal (13,8M€).

## Informations sur les encours soumis à des moratoires actifs 2020.12

Zone Géographique	Clientèle		Réseaux		Total	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Europe	220,0	- 20,9	22,8	- 0,1	242,8	- 21,0
dont Allemagne	-	-	1,8	- 0,0	1,8	- 0,0
dont Espagne	5,1	- 2,0	-	-	5,1	- 2,0
dont France	16,3	- 1,4	-	-	16,3	- 1,4
dont Italie	150,9	- 13,2	0,2	- 0,0	151,1	- 13,2
dont Royaume-Uni	8,4	- 0,2	-	-	8,4	- 0,2
dont autres pays	39,3	- 4,2	20,9	- 0,1	60,2	- 4,3
Eurasie	0,3	-	-	-	0,3	-
Afrique - Moyen Orient - Inde	24,9	- 9,1	1,8	- 0,0	26,7	- 9,1
Asie - Pacifique	2,0	0,0	-	-	2,0	0,0
Amériques	16,5	- 9,6	-	-	16,5	- 9,6
dont Argentine	4,9	- 4,3	-	-	4,9	- 4,3
dont Brésil	-	-	-	-	-	-
dont Colombie	11,6	- 5,4	-	-	11,6	- 5,4
<b>Total</b>	<b>263,8</b>	<b>- 39,6</b>	<b>24,7</b>	<b>- 0,1</b>	<b>288,4</b>	<b>- 39,7</b>

À fin juin, sur notre portefeuille Clientèle (hors concessionnaires), le montant des expositions faisant l'objet d'un report d'échéance non expirée s'élève à 35,7 M€, contre 263 M€ fin 2020. Compte tenu des règles BCE applicables et de l'évolution des situations pays à pays, les moratoires « Covid-19 » renouvelés ont atteint un volume limité en 2021. La couverture retenue en Italie sur les moratoires actifs est basée notamment sur l'analyse du portefeuille à travers l'identification de comportements de paiements des contreparties par des données externes.

Sur l'activité de financement des Réseaux (concessionnaires), le montant des expositions ayant fait l'objet d'un report d'échéance et non expirées ne s'élève plus qu'à 2,6 M€. La quasi-intégralité des reports d'échéances accordés aux concessionnaires pendant la période de confinement a fait l'objet d'un règlement à RCI. Il est à noter que depuis, aucune nouvelle mesure de report d'échéance généralisée n'a été prise malgré les différents reconfinements partiels ou globaux dans certains pays.

La hausse apparente des encours « B3 » sur défaut, est en grande partie liée à l'application de la nouvelle définition du défaut par les pays où s'applique la méthode standard et pour le Brésil. A définition constante, les encours en défaut diminuent. Cette évolution, conjuguée à l'amélioration des performances au recouvrement et des paramètres de provisionnement, limite la charge du risque semestrielle.

Le contexte économique restant incertain, l'approche prudente retenue fin 2020 a été conservée.

- sur les critères de reclassement de certaines créances au bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination).

Il s'agit d'ajustement hors modèle, concernant principalement a) des expositions corporate hors réseau sur lesquelles une revue individuelle est réalisée régulièrement, et b) des clients sous moratoires actifs ou expirés.

L'approfondissement de l'analyse des situations à travers des données externes et / ou un recul plus conséquent permettant maintenant d'apprécier le comportement des encours passés par des moratoires plus longs, entraîne un déclassement de 60,5M€ en Italie et au Maroc (dont 52,5M€ forbearance).

- dans le provisionnement des mêmes créances ; il s'agit d'ajustement hors modèle (essentiellement sur les moratoires actifs ou dans certains cas moratoires expirés lorsque des signes d'un possible dégradation sont identifiés).

Les variations entre décembre 2020 et juin 2021 restent limitées sur ces aspects en termes de charge du risque.

Par ailleurs, de la même manière qu'au 31 décembre 2020, l'estimation de la provision forward-looking a été complétée sur des segments de clientèle jugés plus particulièrement impactés par la crise. En l'absence de retards de paiement matérialisé, les segments concernés ont été maintenus dans leur bucket d'origine. Il s'agit de l'ensemble des expositions Retail sur des clients opérant dans des secteurs d'activité particulièrement affectés par la crise mais pour lesquels une analyse individuelle n'était pas envisageable. Les encours concernés s'élèvent à 2 517M€. Là aussi l'ajustement réalisé a consisté à porter le taux de provisionnement au taux constaté sur les encours des mêmes

segments comptabilisés en bucket 2.

Au total, le taux de provisionnement des buckets 2 passe de 6 à 5,6 % sous l'effet de l'évolution des paramètres de risque, tandis que le taux de provisionnement des buckets 3 passe de 66% à 60,3 % entre fin 2020 à fin juin 2021, la baisse du taux de couverture étant imputable à la mise en oeuvre de la Nouvelle Définition du Défaut dans les pays en méthode standard et au Brésil. Quant au bucket 1, l'ajustement forward looking conduit à une légère augmentation des taux de couverture, les provisions pour risque de crédit (sans valeur résiduelle) s'établissant à 0,46% sur les expositions clientèle de cette catégorie versus 0,40% à fin 2020.

Sur l'activité des assurances emprunteurs prises en risque par les filiales d'assurances du Groupe, l'impact lié au Covid 19 s'est traduit au 1er semestre 2021 par:

- Une baisse de la production directement liée à la baisse des volumes de financements octroyés: -28% par rapport au 1er semestre 2019 (semestre de référence pré-covid), soit -24 M€ de primes émises.
- Sur la couverture décès, un renforcement des provisions de sinistres de 2.0M€ lié à la troisième vague portant le cout total estimé de l'épidémie de Covid-19 à 6.7M€.

Au 30 juin 2021, 324 sinistres décès liés au Covid 19 ont été indemnisés pour un montant de 2.6M€. A titre de comparaison, 213 sinistres décès avaient déjà été indemnisés en 2020 pour un montant de 1.8M€.

Concernant les garanties pour pertes d'emploi, compte tenu des mesures de soutien à l'économie toujours en vigueur, aucune hausse significative de la sinistralité effective n'a été constatée au cours du 1er semestre 2021. Toutefois, la provision additionnelle de 3.5M€ constituée en 2020 a été conservée pour anticiper les potentiels effets d'une fin à venir des politiques économiques accommodantes. A noter que ces garanties ne couvrent pas le chômage partiel.

#### ➤ Coût du risque

La norme IFRS 9 introduit dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit (ECL) la notion de forward-looking. À travers cette notion, de nouvelles exigences en termes de suivi et de mesure du risque de crédit sont introduites avec le recours à des données prospectives, notamment de type macroéconomique. Les principes de calcul des provisions pour risque de crédit sont décrits dans la section 4.3.3.5 de l'annexe aux comptes annuels 2020.

La charge du risque clientèle cumulée à fin juin 2021 atteint 0,32% des actifs productifs moyens, contre 1,15% à fin juin 2020. Elle s'explique principalement par:

- La variation du taux de couverture sur les encours en défaut et les abandons (0,42% en 2021 contre 0,61% à fin juin 2020).
- Une reprise de 0,10% correspondant au solde entre :
  - Une légère amélioration des paramètres enregistrée début 2021. Au 1er semestre 2021, les effets de la crise Covid-19 sur la solvabilité de la clientèle est restée élevée du fait des plans de soutien à l'économie en vigueur. Les dispositifs de recouvrement étant dimensionnés de manière prudente, les performances au recouvrement se sont améliorées. L'amélioration enregistrée en Europe est moins nette dans les autres régions, notamment l'Amérique du Sud et le Maroc
  - Des expertises réalisées sur les sous portefeuilles analysés de façon individuelle, principalement les clients sous moratoires actifs ou expirés et les expositions corporate hors réseau de concessionnaires. Dans ce cadre, l'utilisation de données externes et la fin des moratoires longs a permis de préciser ces reclassements dans les pays les plus concernés avec un déclassement ramené à 60,5M€ en Italie et au Maroc (dont 52,5M€ forbearance).

Sur le réseau de concessionnaires, le coût du risque est constitué d'une reprise de provisions pour dépréciation de 22M€ par rapport à décembre 2020.

L'ajustement « forward-looking » compris dans ces chiffres intègre une composante macro-économique et une composante collective.

Sur la clientèle l'ajustement « forward looking » est en reprise de 0,2 M€, :

- 3,7M€ de baisse au titre de la mise à jour de la composante macro-économique dans laquelle la pondération du scénario adverse a été réduite sur le Royaume Uni et à l'inverse légèrement renforcé en France pour tenir compte du point bas atteint sur les provisions statistiques.
- 3,5M€ d'augmentation au titre de la provision collective sur les acteurs économiques dont les secteurs sont les plus touchés par la crise du Covid.

Sur le réseau l'ajustement « forward looking » est en reprise de 8,9 M€.

Les pertes en cas de défaut utilisées pour calibrer les provisions, qui avaient été négativement impactées par la crise sanitaire sur l'année 2020, montrent des signes d'amélioration sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021, avec un retour progressif à la normale des processus de recouvrement. La pénurie de véhicules neufs, liée à la crise des semi-conducteurs, participe également favorablement à la performance de revente des véhicules saisis. L'amélioration des PD et LGD a conduit à une baisse du taux de provisionnement des créances dégradées depuis l'origination (B2) qui passe de 6 à 5,6 %, le taux de couverture des créances saines (B1) reste stable à 0,7 %. La proportion de créances en défaut est quant à elle en légère hausse à 1,8 % des encours contre 1,6 % à fin 2020, mais leur taux de provisionnement diminue en revanche de 66% à 60%.

La ventilation des opérations avec la clientèle et les provisions associées à chaque classe IFRS9 sont détaillées en notes 7 et 24.

### **Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :**

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice 2020, auxquelles s'ajoutent l'effet défavorable prévisible sur le montant des provisions de l'application de la nouvelle définition du défaut pour le périmètre traité en méthode avancé. Cette application est prévue au cours du second semestre 2021.

#### **- Forward looking**

En l'absence de projections fiables à long terme pour intégrer les impacts de la Covid-19 dans les hypothèses forward-looking utilisées pour le calcul des Expected Credit Losses, RCI Banque a maintenu la prépondérance du scénario « stability » tout en augmentant légèrement la pondération du scénario « adverse » et en diminuant celle du scénario « baseline » (le plus optimiste) par rapport au niveau retenu au 31 décembre 2020. Cette orientation prise en 2020 a été confirmée lors du premier semestre 2021. Plus spécifiquement, le poids du scénario adverse au niveau groupe est passé d'une pondération de 24% au 31 décembre 2020 à 26% au 30/06/2021.

Le Forward-looking : mise à jour des scénarios macro-économiques sur la base des scénarios BCE de février 2021 et maintien de l'expertise sectorielle, voir le paragraphe « Coût du risque ».

#### **- Provisions d'expertise moratoires**

Un complément de provision a été appliqué sur les expositions ayant fait l'objet d'un report d'échéance pendant les périodes de confinement, que ces expositions aient été déclassées ou non en forbearance. La méthode a consisté notamment à évaluer le risque sur ces portefeuilles à la vue de données externes et / ou avec un recul suffisant sur le comportement des expositions en sortie de moratoire. L'ajustement représente à fin juin 2021 une provision de 32,5 M€ sur les moratoires actifs et expirés contre 39 M€ à fin 2020 à périmètre comparable.

#### **- Approche sectorielle**

Les principaux secteurs d'activité touchés par la crise Covid-2019 (hôtellerie, restauration, transport de passagers, etc.) ont fait l'objet d'une couverture additionnelle en appliquant le taux de couverture des encours B2, aux expositions B1, comme à fin 2020. Ils ont été ponctuellement complétés de quelques secteurs propres à certains pays. Cet ajustement représente 48,5 M€ à fin juin 2021 contre 45 M€ fin 2020.

#### **- Classements des actifs par bucket**

L'application de la forbearance ne doit pas conduire à un déclassement systématique d'un bucket à un autre (et notamment du bucket 1 au bucket 2) mais il doit faire l'objet d'une analyse (sur base individuelle ou collective) des contreparties pour déterminer celles qui subissent une véritable dégradation de leur risque de crédit sur la durée de vie de l'actif de celles qui ne rencontrent que des « problèmes de liquidités temporaires ».

Dans le groupe RCI Banque cette analyse a été faite au cas par cas sans avoir recours à des déclassements systématiques (note 7.1).

- **Nouveau défaut :**

L'EBA/GL/2016/07 « Guidelines on the application of the default définition » émis par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) le 18/01/2017 a pour remplacer par harmoniser les pratiques des Etablissements de crédit dans l'identification des encours en défaut en fournissant une clarification détaillée sur les différents motifs de défaut (dont le comptage des jours en arriérés), les conditions du retour en non défaut et les process associés. Ce texte s'applique à compter du 01/01/2021.

En complément, l'EBA/RTS/2016/06 « Final draft RTS on materiality threshold of past due credit obligations » , également produit par l'ABE et publié le 28/09/2016 , introduit une méthodologie unique pour le comptage des jours en arriérés (Day Past Due counting) basée sur l'application de seuils de matérialité absolus et relatifs.

Dans son règlement UE 2018/1845 du 21/11/2018 , la BCE a fixé, pour les établissements de crédit de l'Union Européenne considérés comme importants, :

- le seuil absolu à 100 EUR pour les expositions sur la clientèle de détail et à 500 EUR pour les autres expositions
- le seuil relatif (rapport entre le montant total des arriérés d'un débiteur et le montant total des expositions à l'égard de ce débiteur figurant au bilan de l'établissement) à 1%.

Par ailleurs, la BCE demande l'application des deux seuils de matérialité au plus tard le 31/12/2020.

RCI Banque a lancé son projet de mise en conformité à la nouvelle définition du défaut en 2018. Elle a fait le choix de l'approche « One Step » qui consiste à appliquer la nouvelle définition du défaut et à procéder aux ajustements de ses modèles internes de manière concomitante et ce à la fois pour le portefeuille Réseau et le portefeuille Clientèle.

Concernant les pays en méthode avancée pour le calcul du ratio de solvabilité (France, Italie, Espagne, Allemagne, Royaume Uni & Corée du Sud), la mission de la BCE relative au calibrage du Nouveau Défaut a été finalisée en Décembre 2020. RCI Banque est en attente de l'autorisation de la BCE pour l'implémentation de la nouvelle définition du défaut. La nouvelle définition du défaut ne s'applique donc pas aux portefeuilles Clientèle et Réseau de ces pays à fin Juin 2021.

Quant aux pays en méthode standard (pays hors G7) et le Brésil, pour le calcul du ratio de solvabilité, la nouvelle définition du défaut a été appliquée pour les portefeuilles Clientèle et Réseau à compter du 1er Janvier 2021.

Les impacts sur le coût du risque à fin juin 2021 sont :

Retail :

Les créances identifiées comme douteuses compte tenu de la nouvelle définition du défaut, restent couvertes selon des méthodes de provisionnement inchangées. L'application du nouveau défaut sur les pays en méthode standard et le Brésil engendre en grande partie une hausse des créances douteuses et une baisse du taux de couverture de ces mêmes créances.

Sur le périmètre traité en méthode avancée, la mise en œuvre de la nouvelle définition du défaut est attendue sur le 2nd semestre.

Réseau :

Le passage au nouveau défaut n'a pas eu d'impact sur le coût du risque même si certains pays ont vu des concessions passer en défaut pour le critère de 90 jours consécutifs d'impayés. Il s'agit de la Pologne, l'Argentine, la République Tchèque, la Belgique et l'Irlande. Toutefois, la majorité de ces passages en défaut seront rapidement résolus ce qui n'a pas justifié d'ajustement de provisions.

### 3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2021 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2020.

Les états financiers du groupe RCI Banque arrêtés au 31 décembre 2020 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2020 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2020.

#### A. Evolutions des principes comptables

Le groupe RCI Banque applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021.

##### ➤ Nouveaux textes d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2021

Amendements à IFRS 16, IFRS 4, IFRS 7, IFRS 9 et IAS 39	Réforme des taux d'intérêt de référence - Phase 2
Amendements à IFRS 4	Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9

L'amendement des normes IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 relatives aux instruments financiers, portant sur la réforme des taux d'intérêts Phase 2 a été appliqué par anticipation par le Groupe RCI dans ses comptes consolidés au 31 décembre 2020.

Aucun instrument financier négocié vis-à-vis d'une contrepartie externe au Groupe n'a fait l'objet de renégociation liée à la réforme des taux d'intérêt sur le premier semestre 2021.

Le Groupe RCI a adhéré en 2020 à l'« ISDA 2020 Fallbacks Protocol » et en 2021 à l'« ISDA 2018 Benchmark supplement protocol ».

Le Groupe RCI a identifié les différents taux de référence utilisés dans les relations de couverture de taux d'intérêt et concernés par la réforme : Libor Euro, Libor GBP et Libor CHF. Le groupe considère ne pas avoir d'incertitude quant à l'avenir de l'indice Euribor depuis la validation de la conformité de cet indice par l'European Banking Authority.

Au 30 juin 2021, le groupe a qualifié des swaps de taux d'intérêt dans des relations de couverture de juste valeur pour 300 millions de francs suisses (taux variable indexé sur le Libor CHF) et 100 millions de livres sterling (taux variable indexé sur le Libor GBP).

Les stratégies de couverture des risques n'ont pour le moment pas été modifiées par la transition vers les nouveaux indices de référence.

L'application des autres normes et amendements à compter du 1er janvier 2021 est sans effet significatif sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2021.

➤ **Normes et amendements publiés non encore applicables**

IFRS 17	Contrats d'assurance
Amendement à IFRS 17	Contrats d'assurance

La norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance a été publiée le 18 mai 2017 par l'IASB. Sous réserve d'adoption par l'Union Européenne, elle entrera en vigueur en 2023, en lieu et place de l'actuelle norme IFRS 4. Le groupe n'envisage pas, à ce stade, d'appliquer cette norme par anticipation.

**B. Estimations et jugements**

Compte tenu du contexte d'arrêté particulier et des impacts lié à la Covid-19, les modifications apportées aux jugements et hypothèses à décembre 2020 ont été maintenues au 30 juin 2021:

- **Le Forward-looking** (maintien de l'expertise sectorielle, voir le paragraphe « Coût du risque »)
- **Les modèles d'estimation des provisions :**  
Les modèles d'estimation n'ont pas été adaptés. En revanche, les paramètres entrant dans les modèles ont été adaptés pour intégrer les impacts Covid-19.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2021 sont donc identiques à celles détaillées dans la note 4.3.3 de l'annexe aux comptes annuels 2020.

**C. Changements de présentation**

Au 30 juin 2021, il n'y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l'année précédente.

## 4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

### Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière de 2008, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de durée. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est principalement assuré par la Trésorerie Groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

### Risque au titre de l'activité de crédit

La politique d'acceptation est ajustée en fonction des scénarios de stress et de l'évolution des indicateurs à court et moyen terme par génération de contrat.

La performance de recouvrement fait l'objet d'un suivi sur les différentes phases en vue d'ajuster rapidement les moyens dédiés au regard des prévisions de volume et de la performance constatée.

### Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne

reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

### **Gouvernance**

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels. Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

### **Exposition au risque de crédit non commercial**

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, d'achat d'obligations émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales, et d'investissements dans des obligations d'entreprises dont la durée moyenne était inférieure à un an 30/06/2021.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisés par le Comité Financier. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, RCI Banque a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en une chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

### **Environnement macroéconomique**

Les mesures de relance budgétaire et la reprise de la demande mondiale ont soutenu les anticipations de retour de la croissance. Les perspectives économiques à court terme restent néanmoins perturbées par les incertitudes relatives à la résurgence de la pandémie de COVID-19 et au rythme de déploiement des campagnes de vaccination.

A court terme, la progression des vaccinations et l'assouplissement progressif des mesures de confinement renforcent l'attente d'un rebond ferme de l'activité économique dans le courant de 2021. La récente hausse de l'inflation, notamment aux États-Unis, a constitué un point d'attention chez les investisseurs, engendrant un retour de la volatilité sur les rendements des obligations d'État. Toutefois, les principales banques centrales ont maintenu leur politique monétaire très accommodante et réaffirmé que les prévisions d'inflation à long terme restaient à des niveaux modérés.

La reprise aux États-Unis s'est accélérée grâce à la rapidité des campagnes de vaccinations et aux importantes mesures de relance budgétaire, permettant au PIB américain d'afficher une forte croissance annualisée de 6,4 % au premier trimestre 2021.

La Réserve fédérale a confirmé que son programme d'achat d'actifs était maintenu à 120 Md\$ par mois et resterait en place jusqu'à ce qu'une inflexion substantielle soit observée sur les créations d'emploi et les prix. Elle a également conservé le taux des Fed Funds à 0-0,25 %, mais prévoit désormais deux hausses de taux de 25 bps chacune d'ici fin 2023.

La Banque Centrale Européenne a laissé son taux directeur inchangé à -0,50% et affirmé qu'elle devrait le maintenir à ce niveau jusqu'à ce que les perspectives de hausse des prix convergent de manière durable vers sa nouvelle cible d'inflation. Elle a également poursuivi ses achats dans le cadre du Pandemic Emergency Purchase Programme (PEPP) annoncé pour une enveloppe totale de 1 850 milliards d'euros jusqu'à fin mars 2022 au minimum, et confirmé le rythme de ses achats nets mensuels d'actifs financiers à 20 milliards d'euros (sous son Asset Purchase Programme - APP). Enfin, la BCE a continué à alimenter la liquidité du système bancaire par le biais de ses opérations de refinancement à long terme ciblées (TLTRO) qui resteront disponibles jusqu'en décembre 2021.

La Banque d'Angleterre a également maintenu sa politique monétaire accommodante. Son taux de base est resté inchangé à 0,1 %, tout comme son programme d'achat de 300 milliards de livres sterling en obligations d'État ou d'entreprises non bancaires de qualité.

L'accélération de la croissance qui a fait suite à la hausse des dépenses de consommation et les contraintes d'approvisionnement marquées sur certains secteurs ont conduit à une progression des prix. Dans ce contexte, les rendements obligataires ont connu une hausse au cours du semestre. A fin Juin, le taux des bons du trésor américain à dix ans s'établissait à 1,47%, en hausse de 56 bps par rapport à fin décembre, tandis que le rendement des obligations souveraines allemandes à dix ans augmentait de 36 bps à -0,21%.

Les grands indices boursiers ont connu une hausse notable au premier semestre, au cours duquel l'Euro Stoxx 50 a progressé de +14%. Les spreads de crédit ont continué à baisser pour atteindre les niveaux les plus bas observés en 2019 et 2020. L'index IBOXX Corporate termine le semestre à 63 bps contre 74 bps à fin 2020, dans un contexte de faible volatilité et de liquidité abondante.

## 5. REFINANCEMENT

En l'absence de croissance du portefeuille commercial, les besoins de financement sont restés modestes et le Groupe a pris un certain nombre d'initiatives pour réduire sa réserve de liquidité qui avait atteint un plus haut historique à fin 2020. Dans ce contexte, RCI Banque n'a pas émis sur le marché obligataire et cherché à ralentir le rythme de croissance des dépôts clients, qui ont néanmoins progressé de 0,6Md€ depuis décembre pour atteindre 21,1Md€, soit une croissance de 3%. Pour diversifier ses sources de financement, le Groupe a déployé en Juillet son activité de collecte d'épargne au Pays-Bas par l'intermédiaire de la fintech Raisin.

Pour préparer l'avenir, nous avons renouvelé et augmenté de 1,4 Mds € à 1,8 Mds € notre titrisation auto-souscrite en Italie. Nous avons également mis en place un nouveau programme de titrisation privée pour refinancer les valeurs résiduelles des contrats de location financière en France. Celui-ci, actuellement utilisé pour un montant symbolique, pourra être augmenté et représente une source de financement sécurisé potentielle et nouvelle pour l'entreprise.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 5,5 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 5,9 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) permettent à RCI Banque d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant plus de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure. Au 30 juin 2021, la réserve de liquidité de RCI Banque (périmètre Europe) s'établit à 16,0 Md€. Cette baisse contrôlée de -0,6 Md€ par rapport à fin 2020 permet par ailleurs de réduire le coût de portage des excédents de trésorerie. La réserve de liquidité reste néanmoins sensiblement au-dessus des cibles internes.

## 6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe RCI Banque est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2021, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

## 7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

### Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2021
Encours productif moyen	36 184	7 934		44 118
Produit net bancaire	769	102	69	940
Résultat brut d'exploitation	522	78	31	631
Résultat d'exploitation	464	100	31	595
Résultat avant impôts	467	100	32	599

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2020
Encours productif moyen	36 392	9 329		45 721
Produit net bancaire	1 564	229	162	1 955
Résultat brut d'exploitation	1 117	180	58	1 355
Résultat d'exploitation	781	163	58	1 002
Résultat avant impôts	783	162	58	1 003

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2020
Encours productif moyen	36 651	10 327		46 978
Produit net bancaire	800	130	80	1 010
Résultat brut d'exploitation	578	105	19	702
Résultat d'exploitation	363	86	17	466
Résultat avant impôts	371	85	17	473

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

**Note 2 : Caisse et Banques centrales**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Caisse et Banques centrales</b>	<b>5 979</b>	<b>7 289</b>
Caisse et Banques centrales	5 979	7 289
<b>Créances à terme sur Banques centrales</b>	<b>9</b>	<b>10</b>
Créances rattachées	9	10
<b>Total des Caisse et Banques centrales</b>	<b>5 988</b>	<b>7 299</b>

**Note 3 : Instruments dérivés de couverture**

En millions d'euros	06/2021		12/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
Instrument dérivé de taux	3	1	3	4
Instrument dérivé de change	3	11	9	8
<b>Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture</b>	<b>156</b>	<b>39</b>	<b>218</b>	<b>72</b>
Instrument dérivé de taux et de change : Couverture de juste valeur	139	2	211	
Instrument dérivé de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	17	37	7	72
<b>Total des instruments dérivés</b>	<b>162</b>	<b>51</b>	<b>230</b>	<b>84</b>

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et, depuis l'application du troisième volet d'IFRS9 depuis le mois de janvier 2020, à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

## Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2021	<i>Dt entreprises liées</i>
<b>Couverture du risque de change</b>					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	661			661	
Achats	658			658	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	16			16	
Emprunts	16			16	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	185	59		244	
Emprunts	188	62		250	
<b>Couverture du risque de taux</b>					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	8 338	12 962	1 000	22 300	
Emprunteurs	8 338	12 962	1 000	22 300	

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2020	<i>Dt entreprises liées</i>
<b>Couverture du risque de change</b>					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	735			735	
Achats	738			738	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	1			1	
Emprunts	1			1	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	64	216		280	
Emprunts	63	222		285	
<b>Couverture du risque de taux</b>					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	7 165	12 806	2 150	22 121	
Emprunteurs	7 165	12 806	2 150	22 121	

**Note 4 : Actifs financiers**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>438</b>	<b>649</b>
Effets publics et valeurs assimilées	274	404
Obligations et autres titres à revenus fixes	163	244
Participations dans les sociétés non consolidées	1	1
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>141</b>	<b>219</b>
Titres à revenus variables	25	25
Obligations et autres titres à revenus fixes	113	191
Participations dans les sociétés non consolidées	3	3
<b>Total des actifs financiers (*)</b>	<b>579</b>	<b>868</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4</i>	<i>4</i>

**Note 5 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Créances à vue sur les établissements de crédit</b>	<b>1 161</b>	<b>1 010</b>
Comptes ordinaires débiteurs	1 127	968
Prêts au jour le jour	34	42
<b>Créances à terme sur les établissements de crédit</b>	<b>194</b>	<b>222</b>
Comptes et prêts à terme en bucket 1	134	162
Comptes et prêts à terme en bucket 2	60	60
<b>Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)</b>	<b>1 355</b>	<b>1 232</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>60</i>	<i>60</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 880 millions d'euros à fin juin 2021 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec les Banques Centrales figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

**Note 6 : Opérations avec la clientèle et assimilées**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>45 453</b>	<b>46 222</b>
Opérations avec la clientèle	31 361	32 314
Opérations de location financière	14 092	13 908
<b>Opérations de location opérationnelle</b>	<b>1 396</b>	<b>1 418</b>
<b>Total opérations avec la clientèle et assimilées</b>	<b>46 849</b>	<b>47 640</b>

Au 30 juin 2021, 819 M€ sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 1 152 M€ au 31 décembre 2020.

Au 30 juin 2021, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 426 M€ contre 329 M€ au 30 juin 2020.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 30 juin 2021, cette participation s'élève à 156 M€ contre 228 M€ au 30 juin 2020.

La valeur brute des encours restructurés (y compris le non-performing), suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 296 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 446 millions d'euros au 31 décembre 2020. Elle est dépréciée à hauteur de 73 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 78 millions d'euros au 31 décembre 2020. La part des restructurations liée à la Covid-19 s'élève à 67 M€ sur la Clientèle et a fait l'objet de dépréciations pour un montant total de 17 M€.

## 6.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>31 477</b>	<b>32 530</b>
Affacturage sain	274	228
Affacturage dégradé depuis l'origination	47	7
Autres créances commerciales saines	4	5
Autres crédits sains à la clientèle	28 343	29 206
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	1 897	2 268
Comptes ordinaires débiteurs sains	305	337
Créances en défaut	607	479
<b>Créances rattachées sur clientèle</b>	<b>55</b>	<b>49</b>
Autres crédits à la clientèle en non défaut	45	40
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	6	5
Créances en défaut	4	4
<b>Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle</b>	<b>572</b>	<b>495</b>
Etalement des frais de dossiers et divers	(75)	(70)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(350)	(431)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	997	996
<b>Dépréciation des créances sur la clientèle</b>	<b>(743)</b>	<b>(760)</b>
Dépréciation sur créances saines	(155)	(153)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(114)	(157)
Dépréciation des créances en défaut	(382)	(359)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(92)	(91)
<b>Total net des créances sur la clientèle</b>	<b>31 361</b>	<b>32 314</b>

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan. La dépréciation de la valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

## 6.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Créances sur opérations de location financière</b>	<b>14 272</b>	<b>14 141</b>
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	12 114	11 694
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 914	2 170
Créances en défaut	244	277
<b>Créances rattachées sur opérations de location financière</b>	<b>22</b>	<b>20</b>
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	21	19
Créances en défaut	1	1
<b>Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière</b>	<b>91</b>	<b>47</b>
Etalement des frais de dossiers et divers	46	62
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(287)	(325)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	332	310
<b>Dépréciation des créances sur opérations de location financière</b>	<b>(293)</b>	<b>(300)</b>
Dépréciation sur créances saines	(55)	(46)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(103)	(111)
Dépréciation des créances en défaut	(134)	(142)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(1)	(1)
<b>Total net des créances sur opérations de location financière</b>	<b>14 092</b>	<b>13 908</b>

## 6.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Immobilisations données en location</b>	<b>1 404</b>	<b>1 426</b>
Valeur brute des immobilisations données en location	1 970	1 914
Amortissements sur immobilisations données en location	(566)	(488)
<b>Créances sur opérations de location opérationnelle</b>	<b>19</b>	<b>18</b>
Créances saines et dégradées depuis l'origine	12	12
Créances en défaut	11	9
Produits et charges restant à étaler	(4)	(3)
<b>Dépréciation des opérations de location opérationnelle</b>	<b>(27)</b>	<b>(26)</b>
Dépréciation des créances en défaut	(7)	(7)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(20)	(19)
<b>Total net des opérations de location opérationnelle (*)</b>	<b>1 396</b>	<b>1 418</b>
(*) Dont entreprises liées	(1)	(1)

## Note 7 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2021
<b>Valeur brute</b>	<b>39 258</b>	<b>8 198</b>	<b>456</b>	<b>47 912</b>
Créances saines	34 815	7 906	456	43 177
<i>En % du total des créances</i>	<i>88,7%</i>	<i>96,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>90,1%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	3 652	216		3 868
<i>En % du total des créances</i>	<i>9,3%</i>	<i>2,6%</i>		<i>8,1%</i>
Créances en défaut	791	76		867
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,0%</i>	<i>0,9%</i>		<i>1,8%</i>
<b>Dépréciation</b>	<b>(971)</b>	<b>(91)</b>	<b>(1)</b>	<b>(1 063)</b>
Dépréciation créances saines	(273)	(49)	(1)	(323)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>28,1%</i>	<i>53,8%</i>	<i>100,0%</i>	<i>30,4%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(209)	(8)		(217)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>21,5%</i>	<i>8,8%</i>		<i>20,4%</i>
Dépréciation créances en défaut	(489)	(34)		(523)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>50,4%</i>	<i>37,4%</i>		<i>49,2%</i>
<b>Taux de couverture</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,1%</b>	<b>0,2%</b>	<b>2,2%</b>
Créances saines	0,8%	0,6%	0,2%	0,7%
Créances dégradées depuis l'origination	5,7%	3,7%		5,6%
Créances en défaut	61,8%	44,7%		60,3%
<b>Total des valeurs nettes (*)</b>	<b>38 287</b>	<b>8 107</b>	<b>455</b>	<b>46 849</b>

(\*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

9 819 216 1 044

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2020
<b>Valeur brute</b>	<b>39 272</b>	<b>9 007</b>	<b>447</b>	<b>48 726</b>
Créances saines	34 399	8 658	446	43 503
<i>En % du total des créances</i>	<i>87,6%</i>	<i>96,1%</i>	<i>99,8%</i>	<i>89,3%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	4 169	284		4 453
<i>En % du total des créances</i>	<i>10,6%</i>	<i>3,2%</i>		<i>9,1%</i>
Créances en défaut	704	65	1	770
<i>En % du total des créances</i>	<i>1,8%</i>	<i>0,7%</i>	<i>0,2%</i>	<i>1,6%</i>
<b>Dépréciation</b>	<b>(971)</b>	<b>(113)</b>	<b>(2)</b>	<b>(1 086)</b>
Dépréciation créances saines	(245)	(63)	(2)	(310)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>25,2%</i>	<i>55,8%</i>	<i>100,0%</i>	<i>28,5%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(251)	(17)		(268)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>25,8%</i>	<i>15,0%</i>		<i>24,7%</i>
Dépréciation créances en défaut	(475)	(33)		(508)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>48,9%</i>	<i>29,2%</i>		<i>46,8%</i>
<b>Taux de couverture</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,4%</b>	<b>2,2%</b>
Créances saines	0,7%	0,7%	0,4%	0,7%
Créances dégradées depuis l'origination	6,0%	6,0%		6,0%
Créances en défaut	67,5%	50,8%		66,0%
<b>Total des valeurs nettes (*)</b>	<b>38 301</b>	<b>8 894</b>	<b>445</b>	<b>47 640</b>

(\*) Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

13 1 152 238 1 403

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Sur l'activité clientèle, le passage à la nouvelle définition du défaut et Brésil pour le pays en méthode standard a contribué à l'augmentation de l'encours B3 (+12,36% comparé à décembre 2020) entraînant une hausse des provisions de 14 M€ avec un taux de provisionnement en légère baisse à 61,8% (contre 67,5% à fin décembre 2020).

## Note 7.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2020	Augmentation (1)	Transfert (2)	Diminution (3)	06/2021
Créances saines	43 503	29 280	(597)	(29 009)	43 177
Créances dégradées depuis l'origination	4 453		318	(903)	3 868
Créances en défaut	770		279	(182)	867
<b>Total opérations avec la clientèle (VB)</b>	<b>48 726</b>	<b>29 280</b>		<b>(30 094)</b>	<b>47 912</b>

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

(3) Diminution = Remboursements, cessions ou abandons

Des opérations de cession de créances douteuses en Italie et en Corée ont permis de diminuer les créances en défaut de 20,5M€.

## Note 7.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2020	Augmentation (1)	Diminution (2)	Variations (3)	Autres (4)	06/2021
Dépréciation sur créances saines (*)	310	75	(56)	(4)	(2)	323
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	268	19	(23)	(48)	1	217
Dépréciation des créances en défaut	508	30	(130)	109	6	523
<b>Total dépréciations des opérations avec la clientèle</b>	<b>1 086</b>	<b>124</b>	<b>(209)</b>	<b>57</b>	<b>5</b>	<b>1 063</b>

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(4) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

A noter : les mouvements en augmentation (1), en diminution (2), et variation (3) passent au compte de résultat dans des rubriques du Produit net bancaires ou du coût du risque.

Les autres mouvements (4) ne sont que des variations bilantielles.

(\*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 113 M€ au 30/06/2021 contre 111 M€ au 31/12/2020

**Note 8 : Comptes de régularisation et actifs divers**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Créances d'impôts et taxes fiscales</b>	<b>397</b>	<b>353</b>
Actifs d'impôts courants	75	26
Actifs d'impôts différés	177	188
Créances fiscales hors impôts courants	145	139
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>1 206</b>	<b>973</b>
Créances sociales	1	
Autres débiteurs divers	675	408
Comptes de régularisation actif	79	57
Autres actifs	2	2
Valeurs reçues à l'encaissement	327	361
Part des réassureurs dans les provisions techniques	122	145
<b>Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)</b>	<b>1 603</b>	<b>1 326</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>364</i>	<i>220</i>

**Note 9 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre****9.1 - Banques centrales**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
Comptes et emprunts à terme	1 750	2 250
<b>Total Banques centrales</b>	<b>1 750</b>	<b>2 250</b>

La valeur comptable du collatéral présentée à la Banque de France (3G) s'élève au 30 juin 2021 à 7 898 M€, soit 7 316 M€ en titres de véhicules de titrisation, 42 M€ en titres obligataires éligibles et 540 M€ en créances privées.

Le groupe a accès au programme TLTRO III, et a réalisé trois tirages au cours de l'année 2020 :

- 750M€ à maturité juin 2023
- 500M€ à maturité septembre 2023
- 500M€ à maturité décembre 2023.

Le taux d'intérêt maximum applicable à ces financements au cours du premier semestre 2021 s'élève à -0,50 % et est calculé sur la base de la moyenne du taux des opérations principales de refinancement « MRO » de la BCE (Main Refinancing Operations, actuellement à 0%) moins une marge de 0.50%. Le Groupe pourrait bénéficier d'un taux plus favorable (taux moyen de la facilité de dépôt - 50 points de base la première année, et taux moyen de la facilité de dépôt les deux années suivantes) en répondant aux critères définis de croissance d'octroi de crédit. Ce taux révisable est considéré comme un taux de marché car il est applicable à tous les établissements de crédit bénéficiant du programme TLTRO III de la Banque centrale européenne.

Le groupe s'attend à répondre aux critères susmentionnés pour la période de référence allant de Mars 2020 à Mars 2021, ces conditions de taux révisées ont été prises en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif du passif financier.

## 9.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>	<b>397</b>	<b>188</b>
Comptes ordinaires créditeurs	19	12
Emprunts au jour le jour	3	4
Autres sommes dues	375	172
<b>Dettes à terme envers les établissements de crédit</b>	<b>1 861</b>	<b>2 114</b>
Comptes et emprunts à terme	1 791	2 041
Dettes rattachées	70	73
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>2 258</b>	<b>2 302</b>

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

## 9.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>21 970</b>	<b>21 415</b>
Comptes ordinaires créditeurs	226	225
Comptes créditeurs à terme	700	703
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires	15 266	14 703
Dépôts à terme de la clientèle	5 778	5 784
<b>Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées</b>	<b>106</b>	<b>125</b>
Autres sommes dues à la clientèle	69	86
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	8	18
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	6	11
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	23	10
<b>Total des dettes envers la clientèle (*)</b>	<b>22 076</b>	<b>21 540</b>

(\*) Dont entreprises liées

739

769

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque par le constructeur Renault pour un montant de 700 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Group.

RCI Banque a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, en juin 2015 au Royaume-Uni, en mars 2019 au Brésil, et en novembre 2020 en Espagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme.

## 9.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Titres de créances négociables (1)</b>	<b>1 145</b>	<b>1 172</b>
Certificats de dépôt	1 038	944
BMTN et assimilés	100	220
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	7	8
<b>Autres dettes représentées par un titre (2)</b>	<b>3 135</b>	<b>3 259</b>
Autres dettes représentées par un titre	3 134	3 258
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	1
<b>Emprunts obligataires et assimilés</b>	<b>15 463</b>	<b>17 560</b>
Emprunts obligataires	15 376	17 439
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	87	121
<b>Total des dettes représentées par un titre</b>	<b>19 743</b>	<b>21 991</b>

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil S.A., RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento et Diac S.A.
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd), brésilienne (Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.), française (Diac S.A.) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana).

## Note 10 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Dettes d'impôts et taxes fiscales</b>	<b>829</b>	<b>754</b>
Passifs d'impôts courants	195	143
Passifs d'impôts différés	623	587
Dettes fiscales hors impôts courants	11	24
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>1 895</b>	<b>2 151</b>
Dettes sociales	51	58
Autres créditeurs divers	1 003	968
Comptes de régularisation passif	573	586
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	248	454
Comptes d'encaissement	20	85
<b>Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)</b>	<b>2 724</b>	<b>2 905</b>

(\*) Dont entreprises liées

209

247

Le poste autres créditeurs divers, intègrent les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. De plus, les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer, les commissions d'assurance à payer par les entités maltaises et la valorisation des puts sur minoritaires.

**Note 11 : Provisions**

En millions d'euros	12/2020	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2021
			Utilis ées	Non Utilis ées		
<b>Provisions sur opérations bancaires</b>	<b>506</b>	<b>147</b>	<b>(23)</b>	<b>(143)</b>	<b>1</b>	<b>488</b>
Provisions sur engagement par signature	12	11		(8)		15
Provisions pour risques de litiges	7	1		(1)	(1)	6
Provisions techniques des contrats d'assurance	461	130	(22)	(126)	2	445
Autres provisions	26	5	(1)	(8)		22
<b>Provisions sur opérations non bancaires</b>	<b>145</b>	<b>3</b>	<b>(7)</b>		<b>(3)</b>	<b>138</b>
Provisions pour engagements de retraite et ass.	66	2	(3)		(4)	61
Provisions pour restructurations	22		(3)			19
Provisions pour risques fiscaux et litiges	53	1	(1)		2	55
Autres provisions	4				(1)	3
<b>Total des provisions</b>	<b>651</b>	<b>150</b>	<b>(30)</b>	<b>(143)</b>	<b>(2)</b>	<b>626</b>

(\*) *Autres variations* = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(\*\*) *Provisions sur engagement de signature* = Concernent essentiellement des engagements de financement

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 445 M€ à fin juin 2021.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

Les autres provisions sur opérations bancaires comprennent celle de la succursale allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) qui s'élève à 347 K€ à fin juin 2021 au titre des frais de dossiers abusifs et 5 000 K€ lié à des provisions pour risque relatif au droit de révocation du contrat par le client (crédit Joker).

Les provisions pour risques de litiges concernent les frais des dossiers facturés aux sociétés commerciales.

**Note 12 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie**

En millions d'euros	12/2020	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2021
			Utilis ées	No n Utilis ées		
<b>Dépréciations sur opérations bancaires</b>	<b>1 086</b>	<b>335</b>	<b>(241)</b>	<b>(122)</b>	<b>5</b>	<b>1 063</b>
Opérations avec la clientèle	1 086	335	(241)	(122)	5	1 063
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>310</i>	<i>112</i>	<i>(54)</i>	<i>(43)</i>	<i>(2)</i>	<i>323</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>268</i>	<i>59</i>	<i>(77)</i>	<i>(34)</i>	<i>1</i>	<i>217</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>508</i>	<i>164</i>	<i>(110)</i>	<i>(45)</i>	<i>6</i>	<i>523</i>
<b>Provisions sur opérations non bancaires</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>(1)</b>			<b>3</b>
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	3	1	(1)			3
<b>Provisions sur opérations bancaires</b>	<b>19</b>	<b>12</b>		<b>(9)</b>	<b>(1)</b>	<b>21</b>
Provisions sur engagement par signature	12	11		(8)		15
Provisions pour risques de litiges	7	1		(1)	(1)	6
<b>Total couverture des risques de contreparties</b>	<b>1 108</b>	<b>348</b>	<b>(242)</b>	<b>(131)</b>	<b>4</b>	<b>1 087</b>

(\*) *Autres variations* = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

**Note 13 : Dettes subordonnées**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Dettes évaluées au coût amorti</b>	<b>865</b>	<b>876</b>
Titres subordonnés	856	856
Dettes rattachées sur titres subordonnés	9	20
<b>Dettes évaluées à la juste valeur</b>	<b>15</b>	<b>14</b>
Titres participatifs	15	14
<b>Total des dettes subordonnées</b>	<b>880</b>	<b>890</b>

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

## Note 14 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2021
<b>Actifs financiers</b>	<b>15 842</b>	<b>14 488</b>	<b>22 606</b>	<b>601</b>	<b>53 537</b>
Caisse et Banques centrales	5 979	9			5 988
Instruments dérivés	2	18	135	7	162
Actifs financiers	148	133	154	144	579
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 295	60			1 355
Prêts et créances sur la clientèle	8 418	14 268	22 317	450	45 453
<b>Passifs financiers</b>	<b>19 324</b>	<b>6 715</b>	<b>18 392</b>	<b>2 327</b>	<b>46 758</b>
Banques centrales			1 750		1 750
Instruments dérivés	9	20	22		51
Dettes envers les établissements de crédit	656	721	881		2 258
Dettes envers la clientèle	16 467	2 077	2 832	700	22 076
Dettes représentées par un titre	2 192	3 889	12 907	755	19 743
Dettes subordonnées		8		872	880

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2020
<b>Actifs financiers</b>	<b>17 632</b>	<b>14 896</b>	<b>22 577</b>	<b>746</b>	<b>55 851</b>
Caisse et Banques centrales	7 296	2	1		7 299
Instruments dérivés	18	9	106	97	230
Actifs financiers	164	329	167	208	868
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 172	60			1 232
Prêts et créances sur la clientèle	8 982	14 496	22 303	441	46 222
<b>Passifs financiers</b>	<b>18 529</b>	<b>6 947</b>	<b>19 775</b>	<b>3 806</b>	<b>49 057</b>
Banques centrales	500		1 750		2 250
Instruments dérivés	3	31	50		84
Dettes envers les établissements de crédit	421	826	1 055		2 302
Dettes envers la clientèle	16 080	1 726	3 034	700	21 540
Dettes représentées par un titre	1 506	4 363	13 886	2 236	21 991
Dettes subordonnées	19	1		870	890

Les emprunts Banque Centrale correspondent aux opérations de financement à Long terme (TLTRO) qui ont été introduites fin 2014 et progressivement utilisées par RCI Banque.

**Note 15 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)  
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros - 30/06/2021	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
<b>Actifs financiers</b>	<b>53 537</b>	<b>575</b>	<b>7 505</b>	<b>45 565</b>	<b>53 645</b>	<b>108</b>
Caisse et Banques centrales	5 988		5 988		5 988	
Instruments dérivés	162		162		162	
Actifs financiers	579	575		4	579	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 355		1 355		1 355	
Prêts et créances sur la clientèle	45 453			45 561	45 561	108
<b>Passifs financiers</b>	<b>46 758</b>	<b>16</b>	<b>46 698</b>		<b>46 714</b>	<b>44</b>
Banques centrales	1 750		1 741		1 741	9
Instruments dérivés	51		51		51	
Dettes envers les établissements de crédit	2 258		2 399		2 399	(141)
Dettes envers la clientèle	22 076		22 076		22 076	
Dettes représentées par un titre	19 743		19 552		19 552	191
Dettes subordonnées	880	16	879		895	(15)

(\*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

En millions d'euros - 31/12/2020	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
<b>Actifs financiers</b>	<b>55 851</b>	<b>864</b>	<b>8 761</b>	<b>46 051</b>	<b>55 676</b>	<b>(175)</b>
Caisse et Banques centrales	7 299		7 299		7 299	
Instruments dérivés	230		230		230	
Actifs financiers	868	864		4	868	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 232		1 232		1 232	
Prêts et créances sur la clientèle	46 222			46 047	46 047	(175)
<b>Passifs financiers</b>	<b>49 057</b>	<b>14</b>	<b>48 753</b>		<b>48 767</b>	<b>290</b>
Banques centrales	2 250		2 213		2 213	37
Instruments dérivés	84		84		84	
Dettes envers les établissements de crédit	2 302		2 407		2 407	(105)
Dettes envers la clientèle	21 540		21 540		21 540	
Dettes représentées par un titre	21 991		21 765		21 765	226
Dettes subordonnées	890	14	744		758	132

(\*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

### Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si RCI Banque ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

### Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par RCI Banque au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2021.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à RCI Banque au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2021 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

**Note 16 : Accords de compensation et autres engagements similaires****Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe RCI Banque négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe RCI Banque ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

**Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers**

En millions d'euros - 30/06/2021	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
<b>Actifs</b>	<b>1 116</b>		<b>1 116</b>	<b>25</b>	<b>820</b>		<b>271</b>
Dérivés	162		162	25			137
Créances de financements Réseau (1)	954		954		820		134
<b>Passifs</b>	<b>51</b>		<b>51</b>	<b>25</b>			<b>26</b>
Dérivés	51		51	25			26

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 967 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 696 M€ par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 215 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 107 M€ par nantissement des letras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - 31/12/2020	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
<b>Actifs</b>	<b>1 461</b>		<b>1 461</b>	<b>26</b>	<b>805</b>		<b>630</b>
Dérivés	230		230	26			204
Créances de financements Réseau (1)	1 231		1 231		805		426
<b>Passifs</b>	<b>84</b>		<b>84</b>	<b>26</b>			<b>58</b>
Dérivés	84		84	26			58

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 1038 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 696 M€ par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 193 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A., dont les expositions sont couvertes à hauteur de 110 M€ par nantissement des letras de cambio souscrites par les concessionnaires.

**Note 17 : Engagements donnés**

<b>En millions d'euros</b>	<b>06/2021</b>	<b>12/2020</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>3 013</b>	<b>2 420</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit		1
Engagements en faveur de la clientèle	3 013	2 419
<b>Engagements de garantie</b>	<b>35</b>	<b>193</b>
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	25	26
Engagements d'ordre de la clientèle	10	167
<b>Autres engagements donnés</b>	<b>42</b>	<b>23</b>
Engagements sur locations mobilières et immobilières	42	23
<b>Total des engagements donnés (*)</b>	<b>3 090</b>	<b>2 636</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	35	7

**Note 18 : Engagements reçus**

En millions d'euros	06/2021	12/2020
<b>Engagements de financement</b>	<b>4 685</b>	<b>4 811</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 685	4 811
<b>Engagements de garantie</b>	<b>16 897</b>	<b>16 355</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	164	167
Engagements reçus de la clientèle	6 216	6 058
Engagements de reprise reçus	10 517	10 130
<b>Autres engagements reçus</b>	<b>35</b>	<b>16</b>
Autres engagements reçus	35	16
<b>Total des engagements reçus (*)</b>	<b>21 617</b>	<b>21 182</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>5 780</i>	<i>5 558</i>

RCI Banque dispose au 30 juin 2021 de 4 685 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 5 520 M€ d'actifs éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière

**Garanties et collatéraux**

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

**Note 19 : Intérêts et produits assimilés**

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>1 329</b>	<b>1 421</b>	<b>2 728</b>
Opérations avec les établissements de crédit	15	13	24
Opérations avec la clientèle	920	1 030	1 957
Opérations de location financière	346	342	675
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	40	30	60
Intérêts courus et échus des instruments financiers	8	6	12
<b>Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires</b>	<b>(410)</b>	<b>(403)</b>	<b>(800)</b>
Opérations avec la clientèle	(313)	(313)	(619)
Opérations de location financière	(97)	(90)	(181)
<b>Total des intérêts et produits assimilés (*)</b>	<b>919</b>	<b>1 018</b>	<b>1 928</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>310</i>	<i>356</i>	<i>661</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

**Note 20 : Intérêts et charges assimilées**

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
Opérations avec les établissements de crédit	(95)	(103)	(196)
Opérations avec la clientèle	(51)	(60)	(119)
Opérations de location financière	(3)	(2)	(6)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(28)	(23)	(51)
Charges sur dettes représentées par un titre	(122)	(138)	(260)
Autres intérêts et charges assimilées	(5)	(6)	(11)
<b>Total des intérêts et charges assimilées</b>	<b>(304)</b>	<b>(332)</b>	<b>(643)</b>

## Note 21 : Commissions

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
<b>Produits sur commissions</b>	<b>316</b>	<b>300</b>	<b>609</b>
Commissions	10	10	20
Frais de dossiers	8	9	17
Commissions sur activités de services	55	40	82
Commissions de courtage d'assurance	26	30	57
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	117	115	230
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	68	63	136
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	32	33	67
<b>Charges sur commissions</b>	<b>(139)</b>	<b>(109)</b>	<b>(250)</b>
Commissions	(14)	(12)	(26)
Commissions sur les activités de services	(42)	(29)	(64)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(17)	(10)	(31)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(46)	(38)	(86)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(20)	(20)	(43)
<b>Total des commissions nettes (*)</b>	<b>177</b>	<b>191</b>	<b>359</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	5	6	13

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

## Note 22 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>536</b>	<b>470</b>	<b>1 027</b>
Produits des activités d'assurance	204	202	432
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	182	141	331
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	41	35	65
Opérations de location opérationnelle	133	116	243
Autres produits d'exploitation bancaire	17	11	21
dont reprise de provisions pour risques bancaires	9	4	6
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>(391)</b>	<b>(333)</b>	<b>(726)</b>
Coûts des activités d'assurance	(55)	(56)	(126)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(169)	(139)	(307)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(47)	(49)	(74)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(42)	(42)	(86)
Opérations de location opérationnelle	(97)	(84)	(180)
Autres charges d'exploitation bancaire	(28)	(12)	(27)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(5)	(3)	(9)
<b>Autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>
Autres produits d'exploitation	10	6	12
Autres charges d'exploitation	(9)	(4)	(9)
<b>Total des produits et charges nets des autres activités (*)</b>	<b>146</b>	<b>139</b>	<b>304</b>

(\*) Dont entreprises liées

(2)

(4)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 21.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

**Note 23 : Charges générales d'exploitation et des effectifs**

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
<b>Frais de personnel</b>	<b>(147)</b>	<b>(146)</b>	<b>(309)</b>
Rémunération du personnel	(96)	(98)	(200)
Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définies	(9)	(8)	(17)
Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définies			1
Autres charges sociales	(35)	(33)	(67)
Autres charges de personnel	(7)	(7)	(26)
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>(153)</b>	<b>(153)</b>	<b>(272)</b>
Impôts et taxes hors IS	(44)	(42)	(43)
Loyers	(4)	(4)	(8)
Autres frais administratifs	(105)	(107)	(221)
<b>Total des charges générales d'exploitation (*)</b>	<b>(300)</b>	<b>(299)</b>	<b>(581)</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>		4	2

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel pour un montant de 4 millions d'euro au 30 juin 2021 contre 0,6 millions d'euro au 30 juin 2020.

**Note 24 : Coût du risque par catégorie de clientèle**

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
<b>Coût du risque sur financement clientèle</b>	<b>(59)</b>	<b>(216)</b>	<b>(335)</b>
Dotations pour dépréciation	(276)	(294)	(582)
Reprises de dépréciation	279	137	353
Pertes sur créances irrécouvrables	(79)	(74)	(136)
Récupérations sur créances amorties	17	15	30
<b>Coût du risque sur financement des Réseaux</b>	<b>22</b>	<b>(19)</b>	<b>(18)</b>
Dotations pour dépréciation	(20)	(47)	(76)
Reprises de dépréciation	42	29	60
Pertes sur créances irrécouvrables		(1)	(2)
<b>Coût du risque sur autres activités</b>	<b>1</b>	<b>(1)</b>	
Variation des dépréciations des autres créances	1		
Autres corrections de valeurs		(1)	
<b>Total du coût du risque</b>	<b>(36)</b>	<b>(236)</b>	<b>(353)</b>
<i>(*) Dont entreprises liées</i>		1	

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Le coût du risque sur l'activité Clientèle (financement des particuliers et des entreprises) est en forte amélioration sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021 :

- Sur l'Europe, les plans de soutien gouvernemental mis en place ont permis de réduire les entrées en recouvrement alors que les dispositifs sont restés dimensionnés de façon prudente.
- Sur les régions Amériques et au Maroc, les provisions sur les moratoires et renégociations de créances, estimés de façon prudente à fin 2021, ont plutôt diminué au cours du 1<sup>er</sup> semestre avec la baisse des encours associés.

Ces éléments favorables ont impacté positivement le montant des reprises sur provisions, qui ont doublé par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2020.

Parmi les autres mouvements intervenus au 1<sup>er</sup> semestre 2021, on peut noter :

- Une augmentation de provisions de 14 M€ sur les encours non performants, principalement lié à la mise en œuvre de la nouvelle définition du défaut dans les pays en méthode standard et le Brésil,
- Une baisse de provisions de 18 M€ sur les encours performants liée à une légère amélioration du comportement de paiement observé début 2021 et à une consolidation depuis.

Sur l'activité Réseaux (financement des concessionnaires), le coût du risque est lié à une reprise de provisions de 22 Meur essentiellement liée à la baisse des stocks de véhicules au sein du réseau de concessionnaires consécutive à la crise des semi-conducteurs. Ce montant inclut une reprise de 9 M€ liée à la mise à jour des prévisions macro-économiques dans le cadre du provisionnement forward-looking IFRS9.

## Note 25 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2021	06/2020	12/2020
<b>Impôts exigibles</b>	<b>(103)</b>	<b>(92)</b>	<b>(241)</b>
Impôts courants sur les bénéfices	(103)	(92)	(241)
<b>Impôts différés</b>	<b>(35)</b>	<b>14</b>	<b>35</b>
Impôts différés	(35)	13	34
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs		1	1
<b>Total de la charge d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>(138)</b>	<b>(78)</b>	<b>(206)</b>

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 23,02% au 30 juin 2021 contre 16,34% au 30 juin 2020 et 20,54% au 31 décembre 2020.

Le montant de la CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -7 M€.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

La charge d'impôt au 30 juin 2021 tient compte d'un produit d'impôt de 56 M€. Ce produit d'impôt correspond au remboursement par l'Etat Maltais d'un crédit d'impôt équivalent à 6/7 de la charge d'impôt 2020 (soit 6/7 de 65 M€)

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Depuis 2016, le taux effectif d'impôt du groupe intègre l'effet de la baisse du taux d'IS prévu dans la loi finance française. A fin juin 2021, cet impact a généré une charge d'impôts différés de -31 M€.

## Note 26 : Evènements postérieurs à la clôture

Le Groupe a acquis l'entité Bipicar le 8 juillet 2021. Bipicar est une plateforme proposant des offres d'abonnement automobile ; « Car Subscription ». Avec cette acquisition le groupe RCI étoffe son package de service ce qui lui permet de faire face à un marché automobile plus flexible, basé sur l'usage.